

BOSANGI

Le Magazine trimestriel de l'environnement - Oct. - Nov. - Déc. 2018

Numéro 56

CAMEROUN LA LIGNE VERTE





Chers Yaoundéens,

Gardons

notre **YAOUNDÉ**
Cité - Capitale

PROPRE !



Gilbert TSIMI EVOUNA
*Délégué du Gouvernement
auprès de la Communauté Urbaine
de Yaoundé*



Par Michel NGAPANOUN

A Conakry, le gouvernement a du faire recours aux militaires pour qu'ils puissent mettre la capitale en bonne santé. A Libreville, le groupe Averda est reparti avec ses camions, laissant la cité des bords de l'Ogooué, dans un état innommable. A Ndjamena ? On cherche toujours sa route à travers les immondices. Ici et là des tas se forment et la ville se transforme. Les ordures s'amoncellent. Les politiques ont la tête dans le sable, convaincus qu'il faut attendre et ça passera. Encore attendre. Or le droit à la propreté est un droit à la ville. Et le droit à la ville donne droit au droit à la propreté qui est un bien inestimable et un droit inaliénable. Comme l'accès à

LA CRISE DES DÉCHETS EN AFRIQUE

l'eau. À l'électricité. C'est un droit de base, une condition sine qua non et non négociable pour l'humanité. Or, alors que les marches se suivent pour réclamer le droit à l'expression, personne ne s'offusque d'étouffer en ville et de mourir asphyxiés sous le joug des ordures. Comme si le fait de côtoyer chaque jour le

“ L'insalubrité, la cohabitation avec les eaux usées, les tas d'ordures, les canalisations bouchées tout cela traduit le développement inégal et le fonctionnement d'un monde à deux vitesses. ”

sous-développement de nos cités nous avait aveuglés. Indifférents à la saleté. Or l'insalubrité, la cohabitation avec les eaux usées, les tas d'ordures, les canalisations bouchées

tout cela traduit le développement inégal et le fonctionnement d'un monde à deux vitesses. Le fossé se creuse chaque jour un peu plus entre ceux qui peuvent échapper aux taudis, à la pauvreté et donc à l'insalubrité et ceux qui ne semblent avoir comme horizon indépassable que ces tas qui obstruent leur vision. Beaucoup de personnes ne semblent pas se soucier de la sauvegarde de l'environnement, à force de coexister avec des sites insalubres et d'inhaler les odeurs nauséabondes qu'ils dégagent. Cette situation a fini par déteindre sur les comportements au regard de certains gestes déplacés. On salit les rues. On verse des eaux usées partout, sans qu'on se soucie de la santé des autres et de celle des enfants. Mais le plus grave, est que les pouvoirs publics ne semblent pas vouloir prendre la mesure des enjeux. Ceux d'un développement durable, pour sauver la planète !

Bosangi

Une publication de Hysacam
B.P. : 1420 Douala.
Tél. +237 233 37 44 14
Fax : +237 233 37 47 73
B.P. : 781 Yaoundé
Tél. +237 222 22 13 79
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef
Garba AHMADOU

Secrétaire de rédaction
Innocent EBODE
Ont participé à ce numéro :
Janvier NGWANZA OWONO, Jean Loïc
AMOUGOU, Eric Vincent FOMO, Julius
TAYLOR, Boris NGOUNOU, Jean Celestin
EDJANGUE

Direction artistique
Valentin OMBIBI
Marque Plus
Tél : +237 696 69 84 02
marqueplus@yahoo.com

Impression : Print Industry
Tél : +237 233 42 63 93

Sommaire



6-10

Actualité

6. Sommet sur l'Action climatique : la Californie, se démarque, *par Jean-Loïc Amougou*
- 7-8. Des déchets alimentent une ville française en électricité. Perpignan chauffe, *par Jean-Célestin EDJANGUE*
9. Les délices de la patate douce : une origine retrouvée et une odyssée éprouvée, *par Eric Vincent Fomo*
10. Conakry, le balai militaires prend, *par Janvier Ngwanza*

12-20

Dossier

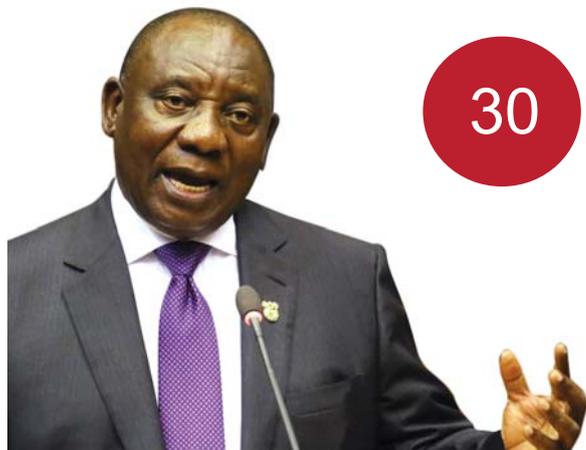
LES CANDIDATS A LA PRESIDENTIELLE CAMEROUNAISE LIVRENT LEUR PROGRAMME SUR LA GESTION DES DECHETS EN AFRIQUE ET LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Il s'agit dans ce dossier de revenir sur les lignes de programmes que proposent les candidats camerounais à la présidentielle d'Octobre 2018. Regards croisés, analyses des mesures. Ils s'expliquent !

1. **Cabral Libii**, présenté comme le plus jeune des candidats, investi par Univers, dévoile ses espoirs dans ces deux domaines, *par Jean-Loïc Amougou*
2. **Ndifor Afanwi**, Mouvement Citoyen National du Cameroun (MCNC) describe his political intention, *by Julius TAYLOR*
3. **Serge Espoir Matomba**, Peuple Uni pour la Rénovation sociale (Purs) décrit sa politique, *par Boris Ngounou*
4. **Adamou Dam Njoya**, quelle politique verte pour l'Udc ? *par Eric Vincent Fomo*
5. **Maurice Kamto**, Mrc, un poids deux mesures : la gestion des déchets au Cameroun et la lutte contre les changements climatiques, *par Boris Ngounou*
6. **Akere Muna**, Front Populaire pour le Développement, une politique verte pour le FPD, *by Julius TAYLOR*
7. **Joshua Oshi**, SDF, les éléments pour une gestion conséquente des déchets et d'une politique de lutte contre les changements climatiques, *par Eric Vincent Fomo*
8. **Paul Biya**, le Rdpc et les Accords de Paris. Gestion des ordures ménagères une politique et des réalisations. Est-ce suffisant ? *par Eric Vincent Fomo*

11





30

Cyril Ramaphosa
Président de l'Anc, Afrique du Sud

22-27

Evènement

1. La plus grande batterie de stockage du monde s'installe en Guyane, *par Jean-Célestin EDJANGUE*
2. Attention aux congelés ! Les vieux frigos gisent en Afrique et polluent les sols, *par Eric Vincent Fomo*
3. Cameroun : 7^{ème} édition de la journée du développement durable à Douala : jeux, enjeux, acteurs, perspectives. *par Jean-Loïc Amougou*
4. Le jour où la terre épuise ses ressources : 1er Aout, journée du dépassement de la terre, *by Julius TAYLOR*

28

Regards

Le football, un lieu des extrêmes : entre hooligans et mixité culturelle : les bleus champions du monde 2018, sont couleur arc-en-ciel !
par Janvier Ngwanza Owono

29

Réflexions

Changement climatique et théorie de Milankovitch, une prédiction confirmée !

La théorie de Milutin Milankovitch, élaborée en 1941, rend compte de l'alternance des cycles glaciaires et interglaciaires durant le Quaternaire. Une glaciation se produit lorsque les hautes latitudes de l'hémisphère nord reçoivent un minimum de rayonnement solaire durant l'été. Trois paramètres astronomiques jouent un rôle important dans la distribution de l'insolation sous les hautes latitudes : l'excentricité de l'orbite terrestre, l'obliquité de l'axe de rotation de la Terre par rapport au plan de l'écliptique et la précession des équinoxes.

Par Eric Vincent Fomo

30-31

Portrait

Cyril Ramaphosa, président de l'Anc, Afrique du Sud,
par Jean-Célestin Edjanguè

32

Nouvelles d'ailleurs

Les villes les plus vertes du monde, *par Janvier Ngwanza Owono*

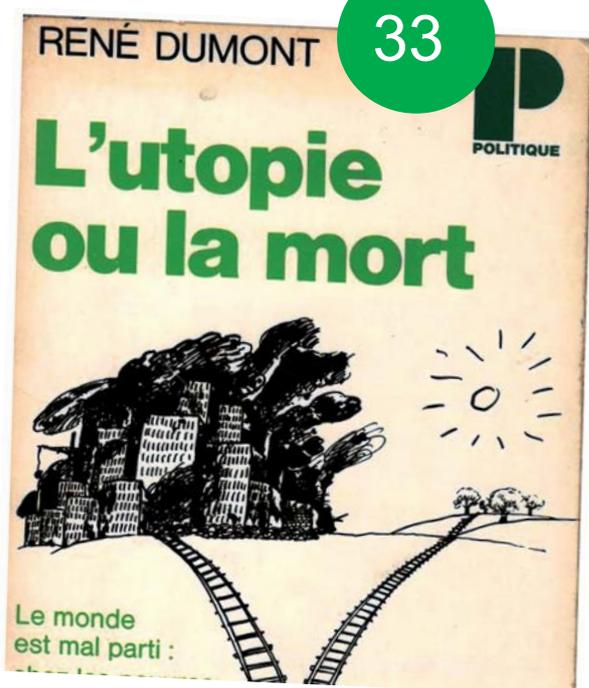
33

Note de lecture

L'utopie ou la mort, de René Dumont, Ed. Le Seuil 1974, *par Eric Vincent Fomo*

34

Forum des lecteurs



33

L'utopie ou la mort

Résumé : « Saisi à la gorge » par les perspectives que les conclusions du club de Rome popularisées par Mansholt ouvrent au Tiers Monde qu'elles condamnent, dans le cadre des structures actuelles, à la misère perpétuelle, René Dumont lance un avertissement : si les pays démunis risquent d'être de plus en plus affamés et dominés, nous risquons, nous, les riches gaspilleurs et pollueurs, de nous retrouver de plus en plus asphyxiés, dans nos autos privées, symboles de notre égoïsme.

Les réalistes du club, industriels et savants, nous annoncent un effondrement total de notre civilisation au cours du prochain siècle si se prolongent les croissances exponentielles de la population industrielle, et la misère à perpétuité du Tiers Monde. C'est pourquoi René Dumont propose de réhabiliter les Utopies, et cherche à dessiner, pour notre planète assiégée, les premiers traits d'une société de moindre injustice et de survie, la société sans mépris.

Climat

SOMMET MONDIAL CONTRE LE CLIMATO-SCEPTIQUE TRUMP

Un «Sommet mondial pour l'action climatique» inédit a réuni à San Francisco, en Californie, des milliers d'élus, de maires, de responsables d'ONG et d'entreprises du 12 au 14 septembre 2018.

Jean Loïc AMOUGOU

Le monde doit « changer d'orientation d'ici à 2020 » sauf à affronter des « conséquences désastreuses pour les populations et les écosystèmes », averti Antonio Guterres. Il a exhorté ainsi les politiciens, les hommes d'affaires, les scientifiques et chaque humain à agir contre cette menace qui risque d'être irréversible. Si de nouvelles actions ne sont pas décidées rapidement, la société civile pourra « demander des comptes aux dirigeants », a menacé le Secrétaire général de l'ONU.

Et la Californie de montrer l'exemple. Dans une Amérique tiraillée entre le président Donald Trump, qui cherche à présent des solutions pour faciliter le rejet dans l'atmosphère du méthane, un puissant gaz à effet de serre, et de nombreux groupes de pression favorables à une politique plus vigoureuse des États-Unis en faveur du climat, le gouverneur de l'Etat fédéral, Jerry Brown, a choisi son camp. Il a annoncé que la Californie aurait 100% de son électricité produite à partir d'énergies renouvelables et de sources propres qui n'émettent pas de carbone dans l'air à horizon 2045. La « décarbonisation » touchera au moins un tiers de l'électricité de l'Etat dès 2020 et au moins 60% en 2030. « Ces actions sont à la fois visionnaires et pragmatiques », a indiqué Dan Lashof, directeur de la région États-Unis du think-tank World Resources Institute, qui juge que c'est également un bon moyen de lancer ce tout nouveau « Sommet mondial de l'action climatique ».

Une réunion climatique de l'action à San Francisco

Cette réunion avait été souhaitée par des responsables politiques américains et des organisations non gouvernementales comme un moyen de contrebalancer la politique néfaste pour le climat de Donald Trump, favorable notamment à l'industrie américaine du charbon. Elle réunira finalement des organisations non gouvernementales, des responsables politiques du monde entier, les villes qui s'engagent pour le climat, des

chefs d'entreprise, des investisseurs et de simples civils.

Ce Sommet a été un tremplin pour des engagements mondiaux plus profonds et une action accélérée de la part de pays - soutenus par tous les secteurs de la société - qui souhaitent mettre le monde sur la bonne voie pour prévenir un changement climatique dangereux et réaliser l'Accord historique de Paris.

La décarbonisation de l'économie mondiale est en vue. De profonds changements se produisent dans le monde entier et dans tous les secteurs en raison de l'innovation technologique, des politiques nouvelles et créatives et de la volonté politique à tous les niveaux.

Le Sommet s'est achevé par une Déclaration historique qui a été présentée de manière symbolique par l'Envoyé de l'ONU pour la jeunesse, Jayathma Wickramanayake, pour montrer que ce sont les générations futures qui seront les plus affectées par les décisions de la génération actuelle pour construire un monde meilleur et plus résilient.

Acceptant l'Appel à l'Action du Sommet au nom des Nations Unies, Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de l'ONU Changements climatiques, a déclaré : "Ce Sommet et son Appel à l'action apportent une contribution importante à la réalisation de notre objectif collectif : maintenir les températures mondiales à 1,5°C, conformément à l'Accord de Paris. Il encouragera les gouvernements du monde entier à intensifier leurs actions, démontrant ainsi le rôle vital que les États et les régions, les villes, les entreprises, les investisseurs et la société civile jouent dans la lutte contre le changement climatique".

L'événement s'est déroulé dans un contexte d'accélération des impacts du changement climatique, dont le super typhon Mangkhut qui devrait toucher terre samedi et l'ouragan Florence, qui continue de dévaster des localités sur la côte-Est des États-Unis.

Dans un extrait de son à l'occasion du Sommet, l'ONU Environnement a souligné le rôle vital des parties prenantes non parties dans la lutte mondiale

contre le changement climatique.

"Le changement climatique est sans aucun doute la question déterminante de notre époque, et travailler ensemble entre nations, organisations et communautés est le seul moyen de nous attaquer à cette gigantesque mission et de saisir les occasions extraordinaires qui s'offrent à nous", a déclaré Erik Solheim, chef de l'ONU Environnement. "Nous avons pu constater ici, ces derniers jours, la quantité exaltante d'efforts déjà entrepris par les collectivités du monde entier pour s'attaquer à ce problème. Si nous parvenons à faire passer notre environnement en premier, nous pouvons sortir de l'autre côté de ce formidable défi et atteindre notre objectif commun, un monde durable pour tous."

Le discours de Patricia Espinosa à la cérémonie de clôture a souligné la nécessité pour tous les acteurs d'adopter un "multilatéralisme inclusif", à l'image des propos tenus lundi à New York par le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, qui a appelé les dirigeants à adopter d'urgence une réponse décisive au changement climatique.

Cet esprit de collaboration s'inscrit dans l'histoire de San Francisco, qui a vu la signature de la Charte des Nations Unies en 1945, établissant d'abord un ordre international fondé sur des règles qui défendaient le multilatéralisme plutôt que l'intérêt personnel, et qui approuvaient le progrès non pas par les conflits, mais par le travail collectif des gens.

Au cours des trois derniers jours, le gouverneur californien, Jerry Brown, a été l'hôte d'un programme officiel d'événements qui a généré plus de 500 engagements.

Les participants ont profité de ces événements pour eux-aussi dévoiler de nouveaux engagements dans cinq domaines : des systèmes énergétiques sains, une croissance économique équitable, des collectivités durables, la sauvegarde des sols et des océans, et celui de refaçonnent les investissements liés au climat.

DES DÉCHETS ALIMENTENT LA VILLE DE PERPIGNAN EN ÉLECTRICITÉ

Fruit d'une synergie entre Dalkia, sa filiale Tiru et le Syndicat de traitement et de valorisation des ordures ménagères (Sydetom 66) de Calce, dans les Pyrénées-Orientales, le projet promeut la production de l'énergie verte avec, en toile de fond, une triple préoccupation à la fois écologique, économique et technologique.



Jean-Célestin EDJANGUE

Sous les déchets, la lumière! Non, il ne s'agit ni d'une annonce inscrite sur un panneau publicitaire, ni d'une nouvelle règle du code de la route. Il s'agit davantage d'un raccourci pour parler du projet qui vient d'être dévoilé dans la région de Perpignan, en France, de valorisation des déchets ménagers via leur transformation en électricité. Il faut dire que l'accord de Paris sur le Climat (2015), semble avoir stimulé dans l'hexagone, la course pour le développement des énergies vertes et augmenté la prise de conscience de la lutte contre le réchauffement climatique.

Ainsi pour la seule région parisienne, pas moins de trois centres d'incinération valorisant les ordures ménagères, transforment ces déchets en électricité. Le ministère de l'Environnement indique d'ailleurs que quelques 14 millions de tonnes de déchets ménagers sont incinérés chaque année depuis

2016 dont 97% passent par la valorisation énergétique. Des chiffres qui paraissent témoigner de la volonté politique des autorités françaises à encourager le déploiement des énergies renouvelables comme un moyen de lutte contre le changement climatique, conséquence de l'action humaine destructrice de notre planète Terre, mais aussi de la détermination des populations à accompagner l'impulsion donnée par les conclusions de la COP 21.

Même s'il est incontestable que, bien avant l'Accord de Paris sur le Climat, des initiatives visant à développer des énergies vertes étaient déjà une réalité tantôt venues des pouvoirs publics, parfois voulues par le secteur privé. C'est ainsi que l'usine de Calce, qui produit de l'électricité à partir des déchets, apporte au réseau Electricité de France (EDF) environ 100.000 mégawatt (Mwh) depuis une quinzaine d'années.

«Un réseau de chaleur intelligent»

Le 23 mai 2018, Dalkia, sa filiale Tiru et le Syndicat départemental de transport et de valorisation des ordures ménagères (Sydetom 66), ont précédé à la pose du premier tuyau réseau de chaleur intelligent, à une dizaine de kilomètres de Perpignan, dans les Pyrénées-Orientales, à proximité de la côte méditerranéenne et de la frontière espagnole. C'est là, dans ce pays catalan, que l'usine de Calce fait acheminer les ordures ménagères non recyclables jusqu'à l'installation de combustion qui produit alors de l'électricité et de la chaleur. Quant aux déchets de collectes sélectives, ils sont envoyés au centre de tri pour la valorisation. Mais, pour maximiser l'efficacité du projet, une économie circulaire a été mise en place, avec l'intervention de plusieurs structures. L'éco pôle de l'usine de Calce construit et exploité par la filiale de Daljia, Tiru, pour le compte du Syde-

tom 66, regroupe dans une même aire l'Unité de valorisation énergétique (UVE) et le centre destiné aux opérations de tri de la collecte sélective.

Cette économie circulaire permettra à l'Unité de Valorisation Énergétique de traiter quelques 240.000 tonnes de déchets industriels et d'ordures ménagères dont 3.000 tonnes de déchets médicaux, issus des activités de soins prodiguées dans des structures médicalisées, notamment les hôpitaux et cliniques. Ces déchets, au même titre que les déchets vétérinaires, sont soumis pour des raisons évidentes de biosécurité, d'hygiène et de santé publique, le suivi de leur production, transport, gestion et élimination, à des précautions écologiques et sanitaires particulières. Ce qui explique qu'ils obéissent à une réglementation spécifique.

Les déchets médicaux sont généralement classés en deux catégories, en fonction de l'importance de leur dangerosité: d'un côté, on a les déchets médicaux assimilables aux déchets ménagers qui, à priori, ne représentent pas de risque direct pour la santé humaine ni pour l'environnement. C'est le cas des emballages. Ces déchets représentent environ 80% du total de la production; de l'autre, on a les déchets médicaux potentiellement dangereux et qui représentent un risque infectieux ou sanitaire. Cette dernière catégorie compte pour 20% du total des déchets médicaux.

Le centre de tri a reçu, depuis 2017, pas moins de 30.000 tonnes d'emballages issues de collecte sélective.

«90% d'énergie renouvelable de récupération»

L'usine de Calce bénéficie des installations modernisées par Tiru. Ce qui lui permet de valoriser 240.000 tonnes de déchets ménagers chaque année et d'ambitionner une valorisation de la chaleur produite par la combustion des déchets, la fameuse «chaleur fatale». Grâce aux installations de l'usine de Calce, cette chaleur est récupérée dans une conduite d'eau avant d'être portée à plus de 100 °C qui passe par un réseau de transport installé par le Sydetom 66 sur une bonne dizaine de kilomètres, à travers plusieurs communes, et achève sa course dans un échangeur de chaleur Terremila. La chaleur peut

alors être transférée au réseau de distribution en zone urbaine avec une eau à 97°C et sur environ 4 kilomètres.

Le réseau secondaire transmet ainsi directement la chaleur à des installations industrielles, des bâtiments publics ou des enseignes prouvées. Le centre hospitalier de Perpignan, par exemple, utilise la chaleur reçue pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire, mais aussi pour la production de froid. Grâce à l'utilisation de la chaleur fatale à la source, l'unité de valorisation de l'éco pôle de l'usine de Calce atteint jusqu'à 90% d'énergie renouvelable dite de récupération. Une performance d'autant plus à saluer qu'elle est une bonne source d'économie, puisqu'elle permet de réduire le prix de revient du traitement des déchets. Par ailleurs, 3,500 tonnes de CO2 évités, équivalent 2000 voitures retirées de la circulation; 15 kilomètres de réseau dont 11 km de transport et 4 km de distribution

Résultat de cette triple révolution environnementale, économique et technologique, c'est un immense réseau de chaleur qui devra chauffer l'équivalent de 5.000 logements. On peut dès lors comprendre la joie et la satisfaction de Sylvie Jehanno, PDG de Dalkia et Présidente de sa filiale, Tiru: «Ce projet, explique-t-elle, allie les expertises du Group pour produire une énergie verte à un prix compétitif au bénéfice du territoire perpignanais».

Le projet aura coûté 26 millions d'euros de travaux soutenus notamment par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), un établissement public à caractère industriel et commercial français, créé en 1991.

L'exemple de Dalkia à Perpignan s'inscrit dans un vaste mouvement de prise de conscience à l'échelle mondiale, de l'urgence de promouvoir les énergies vertes pour sauvegarder notre planète Terre. Une autre entreprise française, Séché Environnement, dans la région du Poitou, développe depuis 2009, la production d'électricité et de biocarburant à partir de la valorisation des déchets ménagers et industriels non dangereux.

Au Cameroun, pays d'Afrique centrale, la société Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam) développe également des projets de production

d'électricité dans les centrales de traitements des déchets à Yaoundé Nkoloulou, depuis 2011, et Douala PK10, depuis 2014. Le projet de bio méthanisation, au centre de traitement des déchets de Bafoussam, dans la région de l'Ouest, participe de la même ambition de promouvoir des énergies vertes, dans une démarche également stratégique de la vision prospective nationale : faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. Le secteur de l'énergie entend jouer toute sa partition pour relever ce défi.

Plus de 20% de l'électricité mondiale

La production d'électricité d'origine renouvelable est issue de six sources différentes : l'hydro-électricité, en intégrant les centrales de pompage-turbinage, arrive en tête avec environ 78% de la production. Deuxième source d'électricité renouvelable, l'énergie éolienne représente autour de 11%, alors que la filière biomasse qui comprend la biomasse solide et liquide, les déchets ménagers renouvelables et le biogaz, sont à 7%. Le solaire, qui regroupe les centrales photovoltaïques, les centrales solaires thermiques pèse pour 2%, la géothermie 1,5%, pendant que les énergies marines ferment le ban avec 0,01%.

Ainsi donc, la production d'électricité d'origine renouvelable compte pour un peu plus de 20% de l'ensemble de la production d'électricité mondiale totale.

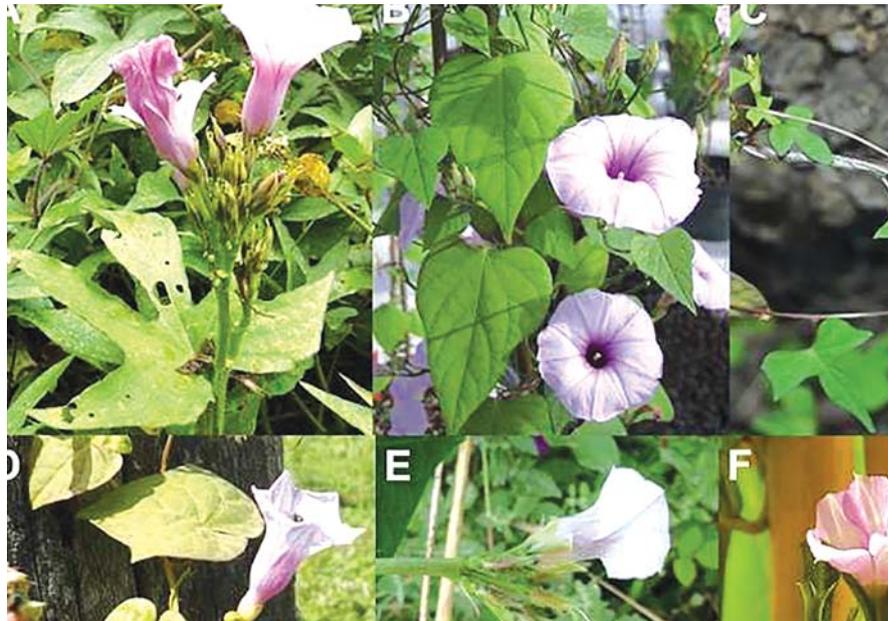
Patate douce L'ANCÊTRE SUPPOSÉ DES HUMAINS

Selon des chercheurs, ce tubercule aurait 800 000 ans et aurait apparu en Amérique bien avant les êtres humains.

Eric Vincent FOMO

Une origine unique retrouvée et une naissance qui remonte à plus de 800 000 ans. Voilà la belle histoire de la patate douce qui vient d'être reconstruite par un groupe de chercheurs. En effet, ce tubercule très consommé de par le monde n'aurait pas attendu l'arrivée des navigateurs polynésiens, ni des Européens pour traverser le Pacifique. Originaire d'Amérique, elle a colonisé la Polynésie bien avant les grandes explorations européennes. Selon Pablo Muñoz-Rodríguez et ses collègues aux universités d'Oxford et d'Oregon et du Centre international de la pomme de terre de Lima au Pérou, suite à une étude phylogénétique extensive sur la patate douce et toutes les espèces apparentées, ce tubercule descend d'une plante d'Amérique centrale et des Caraïbes appelée *Ipomoea trifida*.

Mieux, ces chercheurs affirment qu'en plus d'avoir identifié son géniteur, ils ont également découvert que la patate douce est née bien avant les êtres humains, il y a au moins 800 000 ans. « Nos résultats réfutent la théorie dominante et remettent en question l'existence de contacts précolombiens à travers le Pacifique », poursuit Pablo Muñoz-Rodríguez. Les autres indices de ces contacts, à savoir l'analyse ADN des êtres humains et des poulets, sont aujourd'hui contestés, rappellent les chercheurs dans leur publication dans le journal *Current Biology*. Le seul témoin biologique restant était la patate douce. Renversant le mythe, ils expliquent la



présence de ce légume en Polynésie par une dispersion naturelle, le vent, la mer ou les oiseaux.

Des analyses d'ADN effectuées

Dans le cadre de cette étude, les chercheurs ont analysé 199 spécimens de patates douces, de son nom latin *Ipomoea batatas*, et de plantes sauvages apparentées appartenant au genre *Ipomoea*. Ils ont procédé à un séquençage de l'ADN du noyau et de celui des chloroplastes - des organites présents dans les cellules des plantes. Cette méthodologie, plus complète que celles qui se restreignent à l'ADN nucléaire, a produit des arbres phylogénétiques en apparence discordants : tandis que l'ADN du noyau pointe vers une origine unique, en établissant que *Ipomoea trifida* est son plus proche parent, l'ADN chloroplastique indique deux origines génétiques. Pour réconcilier les résultats, les chercheurs postulent que *I. trifida* a joué un double rôle dans l'évolution de la patate douce. « Nous arrivons à la conclusion que la patate douce a évolué à partir de son géniteur il y a au moins 800.000 ans. Puis, après que les deux espèces soient devenues distinctes,

elles se sont hybridées » explique Pablo Muñoz-Rodríguez.

La patate douce est produite dans plus de 100 pays. Selon les statistiques de la FAO, la production mondiale s'élevait en 1998 à 129 millions de tonnes environ. Avec une production de 104 millions de tonnes, la Chine était bien loin devant l'Afrique avec ses 8,5 millions de tonnes. La patate est facile à cultiver. Les planteurs tracent des « Sions » dans les champs, puis, enfouissent dans le sol les tiges de patate qu'ils ont plié en deux afin que celles-ci puissent bien s'insérer en profondeur. Un mois après, les tubercules sont déjà formés et peuvent être récoltés quelques semaines plus tard. Si vous laissez le tubercule un an sous le sol, il sera aussi gros que l'igname. Le cycle de production de la patate est généralement de quatre à cinq mois. On distingue trois types de patate dont deux qui sont très prisés par les planteurs. La patate jaune claire qui produit rapidement et la patate blanche. La patate rouge, une autre variété, elle, a presque disparu des champs. La patate a plusieurs vertus.

Conakry LES MILITAIRES PRENNENT LE BALAI

Janvier NGWANZA OWONO

Les forces armées guinéennes, à travers le bataillon du génie militaire, se sont vues confier la pénible tâche de l'assainissement de la ville de Conakry. L'annonce avait été faite en août 2016 via un communiqué du bureau de presse de la présidence. Selon elle, le chef de l'Etat Alpha Condé avait instruit « l'État-major général des armées, à travers le bataillon du génie militaire, à prendre en charge à partir de cet instant, et ce jusqu'à nouvel ordre, l'assainissement de la ville de Conakry ».

Évidemment, certains observateurs n'ont pas manqué de se demander pourquoi en lieu et place du ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, c'est plutôt les services du génie militaire, à qui le Président confie la tâche de l'assainissement de la ville de Conakry qui n'est pourtant pas ses prérogatives. Par pur pragmatisme certainement ! Dans l'option des actions civilo-militaires, l'armée guinéenne avait entrepris de débarrasser la ville de Conakry des immondices d'ordures par une vaste opération d'assainissement qu'elle entendait mener sans tintamarre avec succès aux côtés des autorités impliquées dans la gestion des ordures à Conakry. Le lancement de cette opération a eu lieu le 22 août 2016 en plein cœur du marché principal de la ville de Conakry (Enta) en présence de tous les généraux de l'Armée guinéenne ainsi que des ministres de l'époque de l'Administration du territoire et de la décentralisation Alhassane Condé, de la sécurité et de la protection civile Madifing Diané et le gouverneur de Conakry Soriba Sorel Camara.

Dirigée par le chef d'État-major



des armées le Général Namory Condé, l'armée avait entrepris d'utiliser ses propres véhicules et autres engins roulants pour enlever systématiquement, sans coup férir, durant des mois des tas d'ordures qui envahissent à chaque hivernage la capitale Guinéenne. Pour le chef d'État-major des armées le général Namory Condé, cette opération montre que l'armée est au service du peuple auquel elle se rapproche tous les jours pour développer de belles initiatives dans le cadre des actions civilo-militaires et de bons rapports,

Les 1000 tonnes de déchets produites par jour à Conakry constituaient un « casse-tête » pour le gouvernement guinéen. Interrogé, le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation avait salué l'initiative prise par toute l'armée guinéenne pour contribuer à sa façon à la lutte contre l'état d'insalubrité de Conakry qui coïncide avec l'épidémie d'Ebola. Une action que toutes les populations résident à Conakry et ses environs ont su s'approprier.

Deux ans après son lancement, quel bilan peut-on tirer de cette initiative ? Primo, cette campagne d'assainissement reste unique en raison de

plusieurs facteurs, notamment une discipline stricte, un haut degré de motivation et de bonnes ressources financières. Secundo, avec la forte présence militaire dans la ville de Conakry et de ses environs, il est évident que l'armée a exercé une très bonne influence sur la communauté environnante, ce qui a eu un impact positif sur la campagne d'assainissement.

Pour autant, on peut estimer à juste titre que le succès de telles campagnes d'assainissement reste fonction de la taille de la population, de l'emplacement, des réglementations locales, des contraintes budgétaires et de nombreux autres facteurs. Par conséquent, à l'avenir de telle campagne d'assainissement (civilo-militaires) devraient évaluer en amont toutes les options possibles et élaborer un plan d'assainissement rentable et efficace. Les facteurs clés du succès de telles campagnes d'assainissement auraient été le développement de nouvelles pratiques, la construction d'infrastructures, la participation de tous les citoyens, l'éducation environnementale de base pour les populations et le développement d'un programme de recyclage de qualité.

DOSSIER

LA LIGNE VERTE DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE

La crise des déchets, les dérèglements climatiques et ses effets sur le continent montrent que le contrôle de ces deux segments est une condition du développement durable en Afrique. Les aspirants à la plus haute marche de la République ont-ils pris réellement la mesure de cette épineuse problématique pour l'avenir des générations futures ? Elus ou pas, il est bon de savoir quelles sont leurs vertes pensées. Jugez en vous-même.





CABRAL LIBII UNE VISION VOLONTARISTE DE L'ENVIRONNEMENT

Jean Loïc AMOUGOU

Pour le jeune candidat à l'élection présidentielle, l'environnement est une articulation essentielle dont va dépendre l'avenir du Cameroun. Selon lui, toute politique environnementale doit avant toute chose, s'appuyer sur le recyclage des déchets organiques produits par les ménages, les restaurants, les hôtels, etc., mais aussi des déchets industriels constitués de ferrailles, de plastiques, de produits chimiques, et autres.

Quant aux déchets organiques collectés essentiellement par Hysacam, ils devront être traités pour être soit recyclés soit détruits. Les déchets recyclables comme les restes alimentaires, le papier, le carton, certains plastiques, seront acheminés vers les usines appropriées qui seront créées. Les restes alimentaires pourront redevenir de la provende ou être

transformés en engrais organiques. D'autres permettront de produire du biogaz. Les déchets devront être équipés d'usines de traitement des déchets à proximité. Les excréments de nos fosses septiques deviendront aussi des matières premières

prisées puisqu'ils seront transformés en engrais organiques utiles à la préservation ou à la bonification des sols. Les urines serviront à la production de l'urée, engrais organique essentiel dans la culture du palmier à huile par exemple. La biomasse récoltée suite au nettoyage des champs ou des jardins publics pourra être transformée en engrais ou en charbon bio que les braiseuses de poissons et autres restaurateurs utiliseront sans craindre des pénuries.

Le charbon bio est également moins toxique et moins cancérigène que le charbon de bois. Il a de plus un impact écologique plutôt positif, alors que le charbon de bois contribue dangereusement à la déforestation et donc à l'épuisement de la ressource. La biomasse pourra également servir de biogaz et alimenter des cen-

trales électriques.

Le candidat Cabral insiste sur « la nécessité de recueillir tous ces déchets au lieu de les laisser se disséminer dans la nature comme cela se fait actuellement ». Autre avantage, l'industrie du déchet permettrait d'assainir nos paysages.

Le dernier point du programme du candidat de Univers concernant sa politique environnementale qu'il compte implémenter en cas de victoire, porte sur la lutte contre le réchauffement climatique : « Elle sera menée à partir de l'exploitation des sources d'énergie renouvelables, notamment l'hydroélectricité, la biomasse, le solaire. » Il s'agira ensuite de « systématiser la reforestation de nos forêts détruites par l'exploitation abusive et souvent illégale de nos forêts ».

L'arboriculture complètera ce tableau et permettra de planter un arbre pour 1000 habitants dans nos villes dans un premier temps, puis un arbre pour 100 habitants plus tard. Il s'agira essentiellement d'arbres fruitiers comme les manguiers, pruniers, avocats, palmiers, cacaoyers, oranges, ou d'arbres fortement ombrageux comme l'hévée, le bambou. Cabral compte innover en implantant des arbres métalliques géants couverts par des plantes grimpantes qui créeront un ombrage important dans les espaces urbains. Et qui va épargner les citoyens de la chaleur étouffante, notamment en saison sèche.

NDIFOR AFANWI PRESIDENTIAL CANDIDATE WITH DIVINE VISION

The CNCM candidate has pledged absolution of mistakes and injustices to the current regime barons if he takes power.

Julius TAYLOR

The only presidential candidate with divine motives to pilot the affairs of Cameroon is Frankline Ndifor Afanwi aka Prophet Frank, the flag-bearer of the Cameroon National Citizenship Movement (CNCM). Aged 38, Ndifor Afanwi hails from Bafut village in the North West Region of Cameroon, an information technology engineer, leader of Kingship International Ministries based in Douala, Cameroon, and flag bearer of the National Programme for Peace in Cameroon, NPPC.

Last September 4, 2018, in a message that unfolded his intention the presidential aspirant told the media that the fight against corruption, and particularly the improvement of public morals, will top his mandate.

The leader of Kingship International Ministries also told the media that politics is at the root of ills afflicting Cameroon, noting that God has mandated him to bring the truth and change this country.

He went as far as saying that as soon as he takes power, he will forgive President Paul Biya.

Political analysts hold that, if, as a worthy man of God and one whose candidacy for the supreme magistracy is inspired by the Creator, aims to pardon Biya for his errors in office, the same is true of all government officials languishing behind bars having been caught under "Operation Sparrow Hawk" as part of measures to ensure public morals and the fight against corruption and embezzlement of public funds.

From this point of view, the forgiveness that God recommends finds expression in the deployment of a prophet who has come into the field of politics with noble arguments. His presence in the field of politics as a 'man of God' creates another kind of condition in the political scene, having set up a movement for the absolution of mistakes and injustices committed in office and promoting reconciliation. These are some of his strong ideas as he vies to settle at Etoudi with voting taking place on October 7.

"If we are suffering today it is because

the management of state affairs is in the hands of few tribes. These few individuals monopolise the wealth of this country while the poor masses languish in abject poverty. This has led to 'laissez faire' attitude and gross incompetence in administration. God has given me that mandate to fix this country and I will do it by His grace," he spoke in an interview with Prime News.

"I am not a politician and would not want anybody to turn me into one. I am ordained by God and I work according to his instructions. I have my goals, milestones... my agenda, my project for this nation handed over to me by God.

He believes that Cameroon's problems can only be solved by someone who is God fearing, someone with a pure heart, someone who will look at Cameroonians as one, someone who will give equal opportunities to all Cameroonians.

The CNCM candidate has been making it clear that he will not attack the current president of Cameroon if he takes power. He is putting forward the Christian precepts that teach love and forgiveness. He believes his announced intention should reassure the leaders of Cameroon who are worried about their fate.

"The only one who will replace President Paul Biya without killing him, bothering him or destroying his family or his entourage is a man of mercy he is a man of God," he noted.

"With us, killing, insulting people, hating someone, are things we do not do. The other is an integral part of us. We are forced to love every human being that God has put before us. The current leaders of the country are surely wondering what will happen to them if they leave power. They fear the worst and say that it is better to die in power. I send them this message. We will take care of them. The youngest will work with us. We will not do anything to them," Ndifor Afanwi promised.

The candidate is calling for an end to violence and corruption in the country generated and perpetrated as a means to make riches.



"If I am elected president of Cameroon, I will improve sectors such as health, sport, transport and road infrastructures; every financial transaction in Cameroon will be monitored. There will be a financial headquarters where all bank transactions in Cameroon will be recorded. This will go a long way to stop the phenomenon of top government officials misdirecting public funds into private accounts and taking them abroad. And this system we are talking about is very difficult to hack," he explained.

Candidates for Cameroon's October 7th presidential election have largely avoided traveling to the restive English-speaking regions where armed separatists have vowed the vote will not take place. But all of them are proposing solutions to the problems that have crippled the English-speaking regions for two years now, leaving at least 300 dead.

The only presidential candidate in Cameroon who has visited an English-speaking town is Ndifor Afanwi. He said he mustered the courage to visit Mutengene when his supporters assured him there was calm after the military chased armed separatists from the southwestern town a week before.

Afanwi, who heads Kingship International Ministry, said he is pleading with fighters to drop their guns. The CNCM was launched on April 28, 2018.

"Let all those who are fighting stop the fighting. The insecurity is coming up because many people are acting out of grievances. Let them not be filled with grievances anymore. We are going to bring in what will satisfy the hearts of Cameroonians," he said.

LE CANDIDAT MATOMBA PROPOSE UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE BASÉE SUR LE RENOUVELABLE

Le programme politique de Serges Espoir Matomba prévoit un renforcement de l'offre énergétique du Cameroun, à partir des sources renouvelables. Le candidat à la présidentielle du 7 octobre 2018, ambitionne de construire des parcs éoliens, des centrales solaires et hydroélectriques, à travers des partenariats public-privé.

Boris Ngounou

Le projet de société du candidat à la présidentielle 2018 au Cameroun, Serges Espoir Matomba, n'a certes pas de point consacré à la politique environnementale, mais son chapitre sur les énergies est essentiellement écologique. Le document de 40 pages décline entre autres la formule par laquelle, le prétendant à la magistrature suprême, compte optimiser l'offre énergétique du Cameroun, afin de stimuler les investissements.

La production de l'électricité s'articule autour de deux orientations. La première consiste à construire des petites centrales hydroélectriques de capacité inférieure à 5 mégawatts (MW). Destinées à l'approvisionnement des foyers et des petites entreprises, ces installations seront construites et gérées par des particuliers ou des communautés territoriales décentralisées. Il en sera de même, en ce qui concerne les centrales solaires, et parcs éoliens de capacités inférieures à 5 MW.

La deuxième orientation de la politique de production d'énergie électrique présentée par le candidat Serges Espoir Matomba, consiste au développement ou l'entretien des grandes centrales hydroélectriques de capacités de production supérieures à 5 MW, et dont la production est destinée aux grandes industries. Pour le candidat du Peuple uni pour la rénovation sociale (PURS), l'entretien et l'optimisation de ces centrales dont le potentiel actuel s'élève à 7 694 MW, doit être réalisé à travers des partenariats public-privé. « Avec des industriels, nous trouverons des

accords préférentiels qui pourront aller jusqu'à la définition de certaines zones franches, afin de réaliser des ouvrages énergétiques, qu'ils pourront exploiter pour leurs activités » lit-on à la page 21 du projet de société.

Des détails n'ont pas donnés, quant aux quantités et les coûts des centrales d'énergie renouvelables évoquées dans les deux orientations ci-haut. Toutefois Serges Espoir Matomba entend par ces orientations booster l'économie camerounaise. Il mise ainsi sur une énergie propre, disponible, et bon marché, qui devra alimenter les entreprises et les ménages.

Du biogaz, pour lutter contre l'insalubrité et la déforestation

« La biomasse, c'est-à-dire les ordures ménagères et les déchets d'usine de bois, va être utilisée pour la production de gaz. Notre environnement sera propre, et la déforestation va baisser parce que les foyers utiliseront beaucoup plus du gaz, au lieu du bois » a déclaré le candidat du PURS, le 20 septembre 2018,



dans l'émission 4s, diffusée sur les antennes de Radio Tiemeni Siantou (RTS). Serges Espoir Matomba présente ainsi le biogaz, comme alternative dans un pays où le bois constitue la principale source d'énergie. Selon des études de l'institut national de la statistique présentées en 2010, le bois-énergie constitue 73% de la consommation totale d'énergie. Il est principalement utilisé dans les ménages pour la cuisson des aliments. Par contre, l'électricité qui ne représente que 7% de la consommation d'énergie, est majoritairement utilisée dans le secteur industriel.

L'ENGAGEMENT « VERT » D'ADAMOU NDAM NJOYA

Le pacte vert prôné par le candidat de l'UDC, met l'accent sur l'agriculture et la formation des masses pour sauver la planète.

Eric Vincent FOMO

Axé sur le social, le programme politique d'Adamou Ndam Njoya, candidat à l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 au Cameroun, est développé dans « le contrat républicain », un livre de 85 pages publié en 2011 aux éditions l'Harmattan. Le natif de Foumban (le 8 mai 1942) axe ses idéaux sur la nécessité pour les camerounais de « construire le présent et l'avenir ensemble », sur les valeurs de l'éthique républicaine, l'éducation, les relations internationales et l'environnement. Si les autres aspects nécessitent des réformes institutionnelles et des actions fortes, l'environnement apparaît comme l'idée transversale du planning du maire de Foumban.

On parle de valorisation de l'environnement en économie (agro-sylvopastorale et tourisme), de santé (médecine traditionnelle), d'éducation (culture et traditions), de politique nationale et internationale (coopération inter communales et inter états pour protéger l'environnement)... L'auteur axe sa politique verte en un ensemble d'engagements qu'il compte mettre en œuvre à court, moyen et à long terme. Le chef traditionnel de Njinka parie d'abord sur un bon enracinement de nos us et coutumes, comme pilier de sauvegarde de l'environnement et sur la foi en respectant la nature qui nous a été offerte depuis la création du monde entier.

Financement de l'environnement

Invité à participer au sommet mondial des élus locaux pour le climat, organisé en marge de la conférence sur le climat COP 21, en décembre 2015, Adamou Ndam Njoya a lancé un plaidoyer pour que des moyens conséquents soient donnés aux collectivités territoriales décentralisées aux fins de financer des actions de développement durable à la base. Les élus locaux vont « sensibiliser, mobiliser et financer diverses activités socio-éco-



nomiques et culturelles qui vont protéger l'environnement ». Il s'agit en outre d'encourager chaque personne à planter au moins une fleur, un arbuste ou un arbre, surtout les arbres de couverture, et les champs de cacao/café, grands réservoirs de carbone.

Le président de l'UDC présente le bon usage du carbone comme levier de la croissance mondiale et pourvoyeur d'emplois. Il rappelle que ces champs de cacao/café deviennent des puits de carbone et des bases d'action face au défi du changement climatique et sont des sources de développement durable et de mobilisation des consommateurs pour l'élimination de la précarité et de la pauvreté. L'entretien et la bonne gouvernance dans la gestion des forêts communautaires, communales et des autres forêts renforcent aussi l'écotourisme, diversifient et accroissent les bénéfices économiques induits. Pour Adamou Ndam Njoya, l'environnement ne doit plus être considéré comme une contrainte mais comme une opportunité, afin de dessiner un nouveau modèle de développement économique. Le docteur en droit public international et en sciences politiques, affirme que le changement climatique n'est pas un mythe ou une opinion, mais un fait scientifique. D'où la nécessité pour le

long terme de penser à la sauvegarde de la planète par « la subvention des études et travaux menées en vue de déceler des sources pérennes et universelles d'éducation, de formation, des usages pour la culture des comportements protecteurs de l'environnement et des voies pratiques pour faire face au défi du changement climatique et asseoir le développement durable ». Même la réalisation de certains ouvrages publics, doit tenir compte de l'intérêt environnemental, rappelle le maire, en citant les exemples de la forêt communale, du lac municipal et des points d'eaux naturels qu'il préserve à Foumban.

Le promoteur de « la nouvelle éthique », cite aussi quelques actions d'éducation qu'il faudra imposer par habitus aux camerounais. L'éthique citoyenne républicaine qu'il prône valorise l'éducation à la propreté, la bonne gestion des déchets et la lutte contre l'extrême pollution industrielle. Il conseille aussi la mise en application des actions comme protéger les forêts autour des villes, éviter de couper tous les bois dans la forêt, utiliser des foyers écologiques améliorés... Pour ce père de cinq enfants, en songeant à la terre que nous souhaitons léguer à nos enfants, chacun va contribuer à la somme des actions qui vont concourir à la sauvegarde de l'environnement.

MAURICE KAMTO VEUT PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT À TRAVERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le président national du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), propose un développement qui prend en compte les spécificités écologiques et la préservation de la biodiversité camerounaise.



Boris Ngounou

Dans la section 4 du troisième chapitre de son projet politique, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), dont le président national, Maurice Kamto qui est candidat à la présidentielle du 7 octobre 2018, présente le développement durable, comme étant le résultat d'une addition entre exigence de développement économique et l'urgence d'une protection de l'environnement. C'est donc une opération primordiale pour le Cameroun qui connaît une démographie galopante et un cadre naturel, tout aussi exposé aux problèmes environnementaux que sont les changements climatiques, l'avancée du désert, la pollution et autres. Ainsi, pour assurer vie descendante à une population de près de 24 millions d'habitants, et dont la croissance s'élève à 2,6% par ans, il faut développer les secteurs industriels et agricoles tout en préservant la nature pour les générations futures.

Une agriculture adaptée aux différentes zones agro écologiques du

Cameroun

Le candidat Maurice Kamto, pense qu'on peut atténuer les problèmes environnementaux en adaptant les pratiques culturelles, aux 5 différentes zones agro-écologiques du Cameroun, à savoir : La zone sahélienne (extrême-nord, nord et une partie de l'Adamaoua) ; La zone de savane de basse altitude sur le plateau de l'Adamaoua et une partie du centre ; La zone de savane humide d'altitude (ouest, nord-ouest) ; La zone forestière (centre, sud et est) ; La zone des mangroves (littoral, sud-ouest). La zone sahélienne par exemple, est étendue sur une superficie de 100 353 km², sa pluviométrie va de 400 à 1 200 mm/an et ses sols sont ferrugineux, lessivés, hydromorphes, alluvionnaires, lithosols, et vertisols. Cette zone est propice à des cultures telles que le coton, le mil-sorgho, le niébé, l'oignon, et le sésame.

Promouvoir l'écotourisme

Le MRC entend mettre un accent sur les politiques de conservation et de

protection des espèces afin de tirer profit des avantages que le Cameroun a dans ce domaine par rapport à d'autres pays jouissant d'une grande diversité biologique. Le pays possède en effet de nombreuses espèces endémiques tant dans les domaines faunique et floristique que dans le domaine ornithologique. Le MRC renforcera les parcs nationaux existants et en créera de nouveaux. Le parti note à cet égard, que le tourisme des gorilles de montagnes ne rapporte pas au Cameroun autant qu'à certains Etats d'Afrique centrale disposant de la même espèce ; que le tourisme ornithologique est inexistant alors que le pays dispose d'un fort potentiel en la matière.

Dans ce même ordre d'idées, en combinant politique d'aménagement du territoire et politique d'écotourisme, le projet défendu par Maurice Kamto, prévoit que la péninsule de Bakassi, située à la frontière avec le Nigéria, qui a une écologie fragile, sera transformée en une zone de développement écologique spéciale.

AKERE MUNA'S NEW REPUBLIC

The “Now Movement” candidate presented a 50-commitment guide on which his presidency will be based.

Julius TAYLOR

Aged 66, Akere Muna was inaugurated by the People's Front for Development (FPD), a political party based in northern Cameroon. Originally from the English-speaking North West, he is the son of Salomon Tandeng Muna, the former Prime Minister of English-speaking Cameroon and one of the reunification actors of February 1961. Akere Muna has had a long and distinguished career in law before embarking on politics. He started his career with his brother Bernard Muna- candidate for the 2011 presidential election and former prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) - in their joint law firm Muna, Muna & Associates, launched in 1984. In 1997, he rose to the helm of the Cameroon and subsequently heads the Pan African Lawyers Union. In the early 2000s, Akere Muna launched the Cameroon section of Transparency International. He was also vice-president of this anti-corruption NGO.

Akere Muna, the “Now Movement” candidate for the 2018 presidential election has presented a 50-commitment guide on which his presidency will be based. The commitments are contained in a 13-page document published in the build-up to the election.

Far from being a manifesto, the document carries a detailed execution plan of reforms necessary for what he describes as “The New Republic”. Akere Muna has been inspired by the African Peer Review Mechanism (APRM); a mechanism for monitoring

governance for African Union (AU) member states.

In order to increase participation, the Now Movement presidential candidate and a group of experts identified some areas where concrete reforms are needed. Grouped under four broad heading, they are;

1. Democracy, Political Governance and Justice

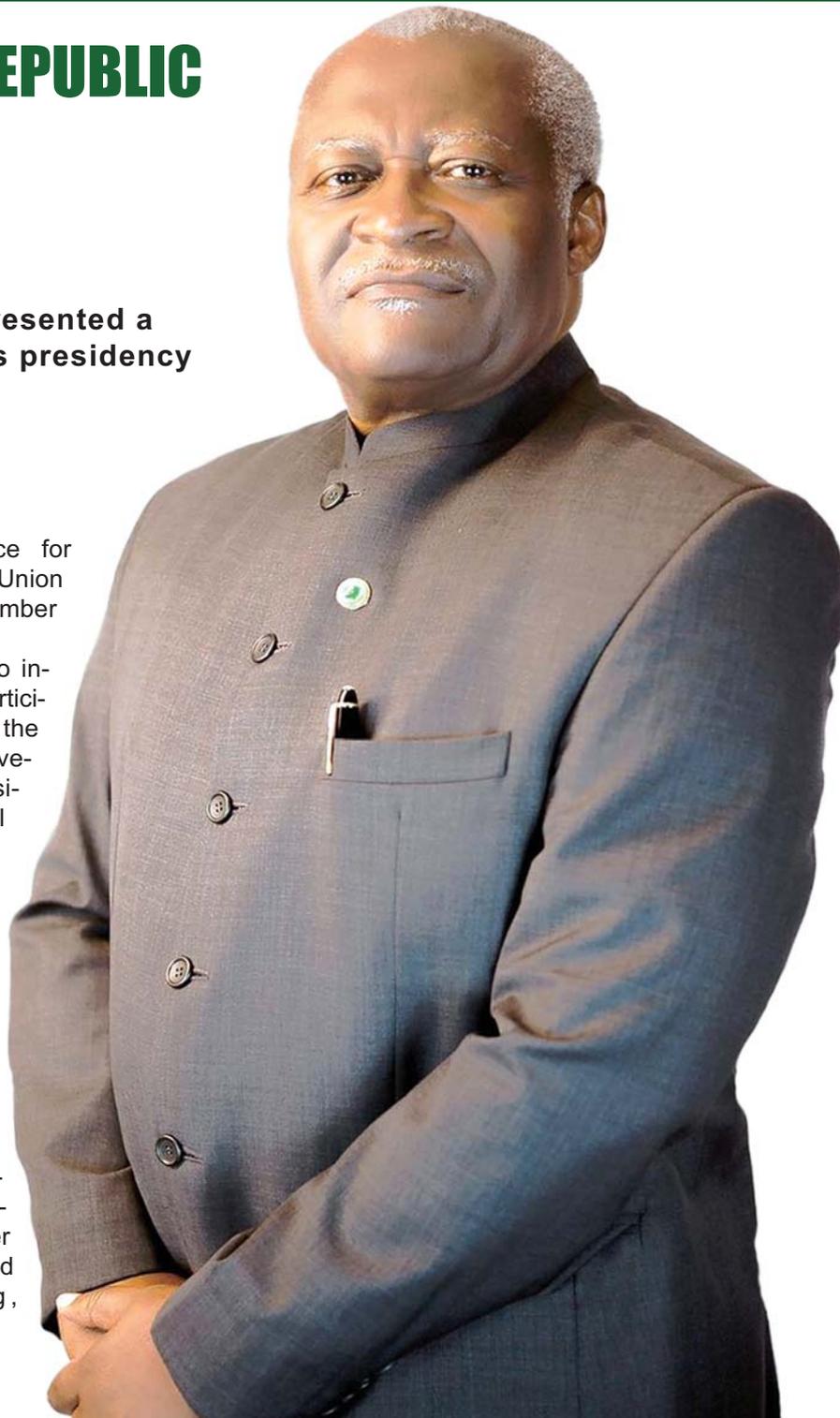
- A two term presidential mandate of five years each
- Institution of a system where all members of the senate and parliament are elected
- Reduction administration’s influence on the media

2. Governance and Economic Development

- Reduction of number and types of taxes
- Subventions to Cameroonian companies abroad

3. Social Development and Inclusion Plan

- Introduction of a system of parity in government
- Salary increase for teachers
- Creation of schools and hospital within each mile in communities





4. Cameroon in the World

- The institution of dual nationality
- Representation of the diaspora in the National Assembly

Akere Muna argues that the above reforms will uphold values, standards and practices of political and economic governance.

With these in place, there is also a guarantee of political stability while sub regional and continental growth and integration will be accelerated.

The erstwhile Chairman of Transparency International, TI, former president of the Cameroon Bar Association and an international human rights lawyer, made the declaration on Sunday, October 8, 2017 and presented a manifesto for his yet to be announced party.

In his declaration speech, Akere Muna centers on creating a non-partisan platform to catalyse the transformation of Cameroon which he describes as “The New Republic.”

“My fellow Cameroonians, our country is now at the crossroads of its history. We must now move towards a New Republic. A New Republic that finds strength in diversity, A New Republic founded on good governance, A New Republic built on the rule of law, A New Republic inspired by the will of the people, A New Republic

that is a union we must define, A New Republic that must cultivate zero-tolerance for corruption, tribalism, nepotism and favoritism, A New Republic that reaffirms justice for all, healthcare for all and education for all,” Akere asserts. He went further to pledge his firm commitment to Cameroon as a country.

“I have, therefore, taken the decision to be part of the solution that our country is crying out for: the creation of this New Republic. It is with a great sense of responsibility and humility that I have decided to inform you of my intention to run for the office of the President in the Republic of Cameroon in the elections constitutionally scheduled for 2018. Our union faces serious challenges. Lives have been lost and many of our fellow citizens have been injured,” Akere stated.

The legal luminary said the stability of the Nation is in peril. “Our institutions and systems of governance must be relevant to the hopes and aspirations of the people. The bond between citizens and their Government must never break down,” he said.

Barrister Akere Muna pledges to continue reaching out to youths, Civil Society Organizations, political parties, and to traditional rulers, adding

that women and the youth will constitute the cornerstone of his programme.

“The women and youth offer so much in our society but they get very little in return. In spite of this injustice, their energy is unrelenting. I ask all the youths and women of Cameroon to accompany me in this journey.

“I urge you to join the NOW Movement and to participate actively in the creation of a New Republic,” he said. Akere holds that Cameroonians have lived in a country without a clear future; where the people have no voice; where the women have no choice; where the poor and underprivileged have no chance and citizens have been transformed by material needs and blinded by greed for too long.

He is, however, upbeat that, together, Cameroonians have the power to change things for the better, as he says: “Together we can direct that power to succeed, together we can change our ways, together we can change our society, together we can change our country, and together we can choose our leaders.”

The new 2018 candidate wrapped up his declaration by calling on Cameroonians to remain united in diversity and not divided by it.

“The days of waiting are over. We must begin here, now and today. Those who thought that they can put us to sleep have now realized that we are still awake. Those who thought we should live in fear have now realized that we stand up for ourselves and for our country. I urge Cameroonians to join me in the march towards this New Republic,” Barrister Akere appeals.

The FPD is a party founded by Doukou Daman, a native of Meiganga in the Mbouré Division of the Adamaoua Region. The party is not a member of the coalition created last January 15 between the Alliance of Progressive Forces (AFP) founded by Ben Muna, the elder brother of Akere, the Popular Front for Development (FPD), the National Party of Cameroonian Patriots (PNPC) and the United Democratic Socialist Party (PSDU), to support the candidacy of Akere Muna.

JOSHUA OSHI RESSUSCITE LE PROJET TRANSAQUA



Le candidat à la présidentielle camerounaise du 7 octobre prochain promet de promouvoir ce projet basé sur l'approvisionnement du lac à travers le fleuve Congo. Un projet réactivé dans la déclaration d'Abuja du 28 février dernier.

Eric Vincent FOMO

Parmi les 24 mesures présentées par Joshua Oshi, candidat à la présidentielle 2018 au Cameroun dans son projet de société, figure la protection de l'environnement. Dans son programme intitulé « Mon contrat avec la nation », le candidat du Social Democratic Front (SDF) propose la promotion du projet Transaqua pour approvisionner le bassin du lac Tchad en eau. Transaqua est le nom d'un projet conçu en 1982 par le cabinet d'ingénierie et de conseil italien Bonifica et consistant à remplir l'oasis asséchée. Concrètement, l'ambition était de creuser un canal de 2 600 kilomètres depuis la République démocratique du Congo (RDC) jusqu'au lac d'eau douce en passant par la République centrafricaine (RCA). Le sujet était d'ailleurs au cœur de la déclaration d'Abuja signée à l'issue de la Conférence internationale sur le Lac Tchad tenue du 26 au 28 février 2018 à Abuja au Nigeria. Les experts ont reconnu à cet effet que le lac a perdu 90% de sa superficie en 40 ans. La raison est attribuée aux changements climatiques et à la mauvaise gestion des ressources hydrauliques

existantes.

Le projet Transaqua soutenu par Joshua Oshi s'illustre comme le seul moyen de faire face à la crise humanitaire et environnementale qui prévaut dans et autour du lac. De l'avis du secrétaire exécutif de la Commission du bassin du lac Tchad, Sanusi Abdullahi, il préconise le transfert d'eau entre les différents bassins hydrographiques. Le méga-projet prévoit notamment le transfert des eaux congolaises avec une possibilité de drainage en passant par la RCA. Au total, 50 à 100 milliards de m³ d'eau devront être transférés par an par un canal, depuis le fleuve Congo à travers une série de barrages en RDC et en RCA. A terme, l'opération va générer un potentiel de 15 000 à 25 000 millions de KWh d'hydroélectricité grâce au mouvement de l'eau par dénivellation.

Un projet indispensable à la survie de la planète

Comme Joshua Oshi, plusieurs personnalités voient en Transaqua la solution pour sauver le lac Tchad, cet espace qui nourrit environ 40 millions de personnes. Lors de la dernière

conférence d'Abuja, le président nigérian Mahamadou Issoufou, a reconnu sa nécessité pour « la survie de la planète ». La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) y voit plusieurs avantages. Sur le site du magazine en ligne solidariteetprogress.org, peut-on lire, « le canal de transfert d'eau sera navigable de 100 m de large et 10 m de profondeur, s'étendant de la RDC à la frontière de la RCA. Il sera doublé dans son parcours par une route de service public et, éventuellement, par une voie de chemin de fer ».

Le projet a été ressuscité avec l'entrée en scène de la Power Construction Corporation of China (PowerChina), partenaire chinois qui a signé deux accords avec la CBLT et l'entreprise Bonifica respectivement le 13 décembre 2016 et en 2017. L'accord de 2016 prévoit que la société chinoise est en charge du financement des études de faisabilité, à hauteur de 1,8 milliards de dollars US. Selon des informations officielles, le projet Transaqua coûterait autour de 14 milliards de dollars américains.

PAUL BIYA VERS LA RÉDUCTION DE 32% DES ÉMISSIONS DU GES

Le cap fixé par le président-candidat du RDPC d'ici 2035 concilie ambition de développement et exigences du développement durable.

Le Cameroun s'engage à réduire de 32% ses émissions de gaz à effet de serre

Eric Vincent FOMO

tion du niveau de la mer, les situations météorologiques extrêmes comme les sécheresses, inondations, tornades...

Dans l'ouvrage réédité « Pour le libéralisme communautaire » présenté officiellement au public le 12 septembre 2018 à Yaoundé, l'auteur (le président de la République du Cameroun Paul Biya par ailleurs candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais à la présidentielle du 7 octobre) plante le décor de son engagement dans la lutte contre les changements climatiques. Il ressort du livre une constance : le Cameroun, tout comme la plupart des Etats africains, paie le lourd tribut des effets des changements climatiques alors que le pays ne participe que modestement aux émissions de gaz à effet de serre. Lors de la prise de parole du président Paul Biya au One Planet Summit le 12 janvier 2017, il avait rappelé que la lutte contre les dérèglements climatiques est « une urgence ». Une position défendue arguments à l'appui. Le Cameroun enregistre ces dernières années une augmentation de la température moyenne (0,6% depuis 2000), une baisse des précipitations annuelles, les perturbations du climat, l'éléva-

Les conséquences sont de plus en plus irréversibles. Au niveau de l'agriculture, l'on assiste à la baisse des rendements agricoles, la récurrence des feux de brousse, la dégradation des sols, la raréfaction des pâturages. Sur la biodiversité, il y a la modification ou la disparition des écosystèmes. Dans le secteur de la santé humaine, l'on fait face à la recrudescence des épidémies (paludisme, choléra, méningite, etc.), l'augmentation du risque de mortalité des enfants et des personnes âgées, la malnutrition et la famine. Le président-candidat veut conjurer les effets pervers de ces changements climatiques. L'un des principaux engagements de Paul Biya est de veiller au respect par le Cameroun de son engagement de réduire de 32% de l'empreinte carbone de son développement par rapport à 2010, à l'horizon 2035. « La politique de développement du Cameroun, qui vise à l'émergence à ce même hori-

zon, nécessitera sans aucun doute des adaptations au changement climatique.

Ces mesures d'atténuation exigeront, au niveau international, des transferts de technologie qui pourraient faire l'objet d'un fonds spécial multilatéral ; mais également, au niveau national, la poursuite de la mise en cohérence de politiques sectorielles et l'intensification des efforts que nous menons depuis plusieurs années déjà », renseignait le président en novembre 2015 lors de la COP 21 à Paris. Ces mesures nationales renvoient entre autres à l'intensification de l'« Opération Sahel vert » lancée en 2009 avec pour objectif de planter des milliers d'arbres chaque année dans la région de l'Extrême-Nord pour lutter contre l'avancée du désert, l'application rigoureuse des instruments juridiques censés lutter contre la coupe illégale du bois et la promotion des énergies renouvelables (hydroélectricité, biomasse, énergie solaire) pour diversifier le mix énergétique du pays et réduire sa dépendance vis-à-vis de l'énergie électrique.





Ensemble, gardons Douala propre !

PAROLE DE TOUBIB !

Si la propreté est une vertu morale, elle est aussi, et très concrètement, un bien public : à ce titre, elle est notre affaire à tous. La propreté de Douala concerne chacun de nous dans ses allées et venues, au quotidien. Il est temps d'ouvrir les yeux et de regarder bien en face: l'insalubrité nous cerne.

La saleté nous assiège. Et son cortège de maladie nous guette. Qui peut se prétendre à l'abri d'un microbe que le vent propagera de quartier en quartier ? Il n'y a pas de liesse quand la crasse n'est pas loin, omniprésente, nauséabonde. La vie suffoque sous cette étreinte de la malpropreté. Parole de toubib: il y a urgence en la demeure. L'asphyxie nous menace: agissons avant qu'il ne soit trop tard ! Hommes, femmes, adolescents et enfants valides, chômeurs ou travailleurs, industriels, entrepreneurs, commerçants, débrouillards, débrouillardes.

Douala ne sera jamais une belle ville sans votre participation active et enthousiaste. Comme plusieurs rivières forment un grand fleuve à leur confluence, faisons chacun un petit geste pour Douala, pour notre ville. Un tout petit geste pendant les Journées Citoyennes de Propreté, et Douala respirera.



Dr Fritz NTONE NTONE

LA GUYANE ABRITE LA PLUS GRANDE BATTERIE DE STOCKAGE AU MONDE



Jean-Célestin EDJANGUÈ

La nouvelle est tombée en juin 2018, et s'est propagée comme une traînée de poudre. La Guyane française recevra bientôt sur son territoire une centrale solaire et une unité de stockage, taille double XL, qui devrait devenir la plus grande batterie électrique au monde. C'est l'initiative d'Hydrogène de France (HDF) qui l'a révélé. Une nouvelle d'autant plus intéressante que cette société installée en Gironde devance sur ce projet un des géants américains de la Silicon Valley. Une preuve supplémentaire, s'il en fallait, de l'ambition des autorités hexagonales d'aller vite dans le domaine de stockage massif d'énergie en forme d'hydrogène et de valorisation générale des ressources renouvelables, particulièrement de celles intermittentes. Le choix de la Guyane comme terre d'accueil du projet répond à

plusieurs exigences. D'abord, cette Collectivité territoriale française d'environ 290 mille habitants (selon les chiffres de septembre 2018 de l'INSEE), connaît une croissance démographique de 2,77% en moyenne. Or, l'éloignement géographique de ce territoire situé en Amérique du Sud, fait de la Guyane une région non interconnectée (ZNI) au réseau électrique de la métropole. Un isolement qui oblige la Guyane à produire elle-même l'énergie nécessaire à la consommation des habitants, entreprises et autres associations. C'est dans ce contexte que plusieurs projets ont été évalués pour réduire la part des énergies polluantes dans le mix énergétique de la région tout en privilégiant les énergies renouvelables. D'où le plus gros chantier de stockage d'énergie renouvelable au monde.

«Transition énergétique»

Si la dimension pratique du projet est évidente, puisqu'il s'agit avant tout d'améliorer le quotidien des habitants de la Guyane par l'acquisition d'une autonomie en matière de production d'électricité, la Centrale Electrique de l'Ouest Guyanais (CEOG) est une véritable nouveauté. Non seulement parce qu'elle intègre une centrale de production d'énergie renouvelable et une solution de stockage massif d'électricité à base d'hydrogène. Mais surtout, parce que cette centrale permet d'encourager le développement des énergies renouvelables tout en minimisant les effets néfastes de leur caractère intermittent. Sylvain Charrier, directeur du développement Outre-mer d'Hydrogène de France (HDF) ne s'y trompe d'ailleurs pas: «les énergies éoliennes et solaires sont intermittentes, leur production

varie en fonction du temps, de la météo. HDF Energy a trouvé une solution économiquement viable, une centrale électrique qui utilise l'énergie solaire et va la stocker massivement sept jours sur sept, sous forme d'hydrogène, pour la restituer de manière stable, jour et nuit, à la population de l'Ouest Guyanais», affirme-t-il.

Le stockage électrique à base d'hydrogène est un enjeu de la transition énergétique. La centrale solaire d'HDF, dont la construction est prévue au nord de la collectivité territoriale de la commune de Mana, devra permettre d'augmenter la part de l'énergie solaire dans le mix électrique de la Guyane, puisque le soleil ne représente en réalité que 6% de l'ensemble des besoins énergétiques de la région. Le projet CEOG, de par son parc photovoltaïque sera lié avec un dispositif de stockage d'électricité comprenant des piles à combustible d'une puissance totale de plus de 100 Mwh et d'une batterie classique lithium-ion d'une vingtaine de Mwh. Quant à la puissance de la centrale solaire, elle devra avoisiner les 55 MW.

«Mise en service prévue pour l'automne 2020»

Pour l'initiative Hydrogène de France (HDF), l'utilisation des batteries lithium est délicate et demande beaucoup de précautions si l'on veut en tirer la plus grande efficacité. Car ces batteries, aux dires de la direction d'Hydrogène de France, certes capables de restituer rapidement de l'électricité pour des périodes de courtes durées, deviennent inefficaces pour des périodes dépassant les 5 heures d'horloge. C'est donc cette recherche permanente d'efficacité maximale qui a conduit HDF à opter pour la technologie de stockage sous forme d'hydrogène, comme on le lire encore aujourd'hui sur le site internet de l'entreprise: «Le principe consiste à

séparer l'hydrogène de l'oxygène d'une molécule d'eau grâce à un courant électrique au sein d'un électrolyseur. L'hydrogène obtenu est stocké sous pression dans des bouteilles conçues à cet effet et donc parfaitement adaptées. Enfin, en fonction de la demande et des besoins des consommateurs, l'hydrogène stocké est recombéné avec l'oxygène de l'air au sein d'une pile à combustible pour produire de l'électricité et exclusivement de la vapeur d'eau. L'ensemble de ces briques (électrolyseur, stockage, pile à combustible) est appelé hydrogène», indique le site internet d'HDF.

L'entreprise, qui espère développer des projets du même type dans d'autres pays comme l'Australie, l'Indonésie ou encore la Malaisie, s'inscrit dans un double enjeu décisif de la transition éner-

gétique: développer des solutions de stockage d'électricité et favoriser l'intégration des énergies renouvelables intermittentes. Toutes choses qui semblent confirmer la bonne santé de l'initiative d'Hydrogène de France.

La centrale électrique de l'Ouest Guyanais(CEOG) affiche un budget de 90 millions d'euros et espère couvrir les besoins en électricité de quelques 10.000 foyers. Un vrai motif d'espoir pour les futurs bénéficiaires de cet éclairage attendu comme un véritable cadeau tombé du ciel.

Mais pour en apprécier concrètement le rayonnement, savoir si la vie des habitants de la Guyane française a changé, il faudra encore patienter jusqu'à l'automne 2020. C'est à cette date que la CEOG sera mise en service.

Un enjeu de société face à la démographie galopante

Il ne fait aucun doute que le stockage massif de l'électricité est considéré comme un enjeu majeur de la société du fait de la démographie galopante, notamment en Afrique. Le continent qui est appelé à doubler sa population à l'horizon 2050, pour atteindre les 2 milliards d'habitants, aura nécessairement des besoins de consommation en électricité toujours plus importants. Déjà que les deux tiers du territoire ne sont pas électrifiés, il est urgent de trouver des solutions permettant de garder les surplus d'énergie que l'on pourra réutiliser au moment opportun et conserver précieusement la part de l'énergie non consommée. Cette gestion économique et intelligente de l'énergie électrique passe par le stockage de l'élément chimique le plus abondant de l'univers, l'hydrogène. On n trouve dans l'eau, dans les hydrocarbures...Mais, pas à l'état pur. C'est pourquoi il faut préalablement le produire grâce à des sources d'énergie. Un pays comme le Japon est très en avance sur la production et le stockage d'hydrogène qu'on trans-

porte par bateaux ou camions entiers, voire via des pipelines. Mais, le processus semble rencontrer parfois quelques difficultés, notamment parce que la création d'hydrogène exige l'utilisation à 96% des énergies fossiles qui, comme tout le monde le sait, sont en soi des énergies polluantes.

Le développement des techniques inoffensives «propres» de production et de stockage d'hydrogène doit avoir une ampleur conséquente pour minimiser les coûts. Or, actuellement, en dépit d'un discours volontariste, les pouvoirs publics rechignent encore à mettre la main à la poche pour financer ces techniques. En témoigne le fait que quand 650 milliards de dollars sont investis par les Etats, chaque année dans les énergies fossiles (pétrole et gaz), 25 milliards le sont pour le secteur de l'hydrogène.

Autant dire que la bataille est loin d'être gagnée, en dépit de l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique et la sauvegarde de la planète.

Réfrigérateurs usagés L'AFRIQUE, « POUBELLE » DU MONDE

Ces appareils dont la durée de vie est dépassée constituent une bombe à retardement pour leur environnement immédiat.

Eric Vincent FOMO

En novembre 2013, le journal The Guardian est monté au créneau pour dénoncer les affres des activités de la société de recyclage britannique Environcom sur l'intégrité écologique du Ghana. Selon un responsable ghanéen, Environcom a organisé le transport d'une cargaison de 37 conteneurs, soit près de 4 000 réfrigérateurs usagés, vers des décharges ouvertes au Ghana. Ses activités sont concentrées à Agbogbloshie, une des plus grandes décharges de la banlieue d'Accra spécialisée dans la collecte des vieux appareils électroniques usagés en provenance du nord de la Méditerranée. Laquelle décharge contient des déchets qui « exposent 40 000 personnes à une pollution au plomb, au mercure et au cadmium », selon Green Cross et Blacksmith, deux organisations non-gouvernementales. Dans les villes de Douala au Cameroun et de Dakar au Sénégal, l'on observe une vente à ciel ouvert de vieux réfrigérateurs en provenance de l'étranger. Les populations se ruent vers ces produits d'occasion en raison de la modicité de leurs moyens et se soucient moins de leur provenance et de leur nocivité.

Des conséquences écologiques et sanitaires désastreuses

D'après les environnementalistes, les réfrigérateurs « périmés » peuvent contribuer à la dégradation de la couche d'ozone, aux dérèglements climatiques et à des modifications météorologiques extrêmes,



lorsqu'ils ne sont pas traités. Au point où les statistiques officielles indiquent qu'un seul frigo non recyclé de manière adéquate génère autant de pollution qu'une voiture parcourant 17 000 kilomètres en un an. Ces réfrigérateurs contiennent des composants polluants ou des métaux lourds comme le plomb, le mercure, le chrome hexavalent ou encore le cadmium communément appelés polluants organiques persistants (POP). Les fluides de type CFC (chlorofluorocarbures) et HCFC (hydro chlorofluorocarbures) communément utilisés pour le bon fonctionnement des réfrigérateurs détruisent la couche d'ozone selon le Protocole de Montréal. Ces fluides ont un important pouvoir de réchauffement global ou un fort pouvoir d'effet de serre qui est à l'origine du réchauffement climatique.

Une fois incinérés, ils produisent des gaz à effet de serre et polluent les sols et sous-sols. Ce qui peut contaminer les produits agricoles, empêcher la croissance des plantes ou tout simplement rendre ces terres non fertiles sur le long terme. Quid de la santé. Les appareils de réfrigération et de climatisation usagés représentent des risques pour

la santé humaine. Ils peuvent être source de graves problèmes respiratoires chez l'Homme et provoquer des modifications du système hormonal (avec des risques potentiels de stérilité). Les spécialistes évoquent également la survenance des pathologies telles que l'asthme, le cancer.

Nécessaire recyclage

Les matières contenues dans les réfrigérateurs usagés peuvent être récupérées et recyclées et constituer des sources inestimables de matières premières secondaires pour de nouvelles entreprises. Ce qui permet de réduire leur pression sur les ressources naturelles et de minimiser leur impact sur l'environnement. Les environnementalistes estiment que ces substances, pour nocives qu'elles soient, présentent tout de même un fort potentiel de recyclage de matériaux à valoriser. L'ingénieur camerounais Dieudonné Mbogning en service au ministère camerounais en charge de l'Environnement (Minepded), estime qu'« il est nécessaire que tous ceux qui entrent dans la chaîne de production et de distribution de ces appareils puissent en effet les récupérer et les recycler pour d'autres fins ».

Développement durable DOUALA AFFICHE SES AMBITIONS

« *Quelles pistes envisager pour relever les défis de la gestion durable des déchets ?* » Question au centre des préoccupations et des concertations des participants à la 7^e édition des Journées du Développement Durable (Jdd) de Douala. Un évènement organisé les 20 et 21 juin 2018 à la Salle des fêtes d'Akwa par la Communauté urbaine de Douala (Cud) sous le thème : « *La gestion durable des déchets solides dans la ville de Douala.* »

Jean Loïc AMOUGOU

Selon Jean Yango, Directeur des Etudes, de la Planification, des Investissements et du Développement durable (Depidd) à la Cud, « au-delà de la question de la salubrité, les déchets peuvent produire des richesses ». L'ordure qui devient ressource et source de richesse, tel a été le fil conducteur des Jdd 2018. Il fallait « captiver les nouvelles initiatives tendant à la promotion des métiers du développement durable, à la valorisation des déchets et à la création d'emplois. »

Et pour Fritz Ntonè Ntonè, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala, il s'agit, à travers l'évènement, « d'intéresser les habitants de Douala à la question de la gestion durable de leurs ordures, surtout qu'un sujet comme l'enlèvement des déchets ménagers est d'actualité dans nos grandes villes, Douala en particulier (...) Les débats vont sortir du cadre même de ces journées pour aller satisfaire une préoccupation : celle d'expliquer à nos concitoyens pourquoi les déchets ne sont plus ramassés comme d'habitude ».

Les Jdd 2018, auxquelles prenaient part la population, les universitaires, les investisseurs privés, les organismes de développement, etc., ont aussi été l'occasion pour la Cud de partager son plan d'action : l'élaboration du Schéma Directeur des Déchets Solides ; l'aménagement d'un centre d'enfouissement technique pour les ordures ménagères à Ngombè, site qui abritera aussi une usine de traitement des déchets industriels et une station d'apurement des boues de vidange ; le démarrage imminent du projet « Douala, ville durable : aména-

gement durable et valorisation du site de Makèpè Missokè. »

Incontestables menaces pour l'environnement et la santé des populations, les déchets ménagers et assimilés constituent un sérieux défi pour la plupart des grands centres urbains des pays en développement. Sous pression budgétaire, la Ville de Douala comme la plupart des villes camerounaises fait face à l'accroissement des déchets ménagers et assimilés. La production annuelle de 695 000 tonnes, va grandissante avec un taux de moyen de couverture de la collecte au tour 78%. Cette production annuelle pourrait atteindre 800 000 tonnes à l'horizon 2025, sous l'effet conjugué du développement urbain et de l'évolution des modes de consommation liée à la prolifération des hypermarchés dans la Ville de Douala. Cette croissance exponentielle des déchets impose un changement de pratiques. Les conclusions d'études en la matière sont unanimes : pour assurer une gestion durable des déchets, il faut réduire le volume de déchets à la source, améliorer le tri, renforcer le recyclage et la valorisation des déchets, promouvoir des décharges mieux encadrées.

Le développement durable de la filière exige des investissements et des compétences que les autorités locales, n'ont pas toujours. Les collectivités territoriales décentralisées se tournent vers le secteur privé en lui déléguant le service public de gestion des déchets, pour bénéficier de son savoir-faire et de sa capacité à maîtriser les coûts. Les acteurs privés tels que Hysacam, s'impli-

quent principalement dans la collecte des déchets, mais aussi dans l'exploitation de décharges contrôlées et la valorisation.

Le traitement des déchets ménagers et assimilés offre de nouvelles opportunités économiques au secteur privé et aux acteurs de la société civile. Toutefois, les perspectives en matière de valorisation des déchets restent tributaires de la mise en place d'un cadre réglementaire incitatif et sécurisant, d'une gouvernance publique novatrice et d'un meilleur accès au financement.

Pendant les 7e JDD, un certain nombre d'interrogations qui sont autant de pistes qu'il faut explorer, ont été mises sur la table :

- Que prévoit le cadre légal et réglementaire de la gestion des déchets au Cameroun ?
- Quel est le cliché actuel de la gestion des déchets dans la Ville de Douala ?
- Comment développer des modèles économiques attractifs pour la gestion durable des déchets ménagers à Douala ?
- Quels mécanismes innovants mettre en place afin d'assurer la participation des usagers au financement de la gestion des déchets ménagers et assimilés ?
- Comment l'éducation à l'environnement et au développement durable (EDD) peut-elle contribuer à infléchir les pratiques sociales vers la participation citoyenne ?

Les experts sollicités ont fait des propositions que la Communauté Urbaine de Douala va sans doute exploiter pour que Douala embarque définitivement dans le train du développement durable :

EARTH ANNUAL RESOURCES ALREADY EXHAUSTED

The "The Day of the World Overtaking" happened again earlier this year on August 1st 2018. On this date, humanity has consumed the resources that nature can regenerate in one year. She now lives "on credit" until the end of the year.



Julius TAYLOR

August 1st was "the date on which we will use more trees, water, fertile soil and fish than the Earth can provide us a year to feed us, house us and we move and issued more carbon than oceans and forests can absorb," said Valerie Gramond of WWF, partner of Global Footprint Network.

"We need now the equivalent of 1.7 Earth to meet our needs", says WWF in a statement.

This date is the earliest ever since the launch of the "Day of Overtaking" in the early 1970s, when the date chosen was December 29th. In 2017, the date fell on August 2nd.

The movement "has accelerated because of overconsumption and waste," says Valerie Gramond, who recalls that in the world, about a third of food ends up in the trash. "It undermines the ability of the planet to regenerate," for example by drawing on fish stocks, she adds.

France exhausted the nature

If the whole world lived like the French, the same day would have taken place on May 5, 2018. Wednesday, August 1st 2018 was the "day of surpassing" environmentally friendly, according to the Global Footprint Network, an international research institute based in California. From that date, humanity consumes more natural resources and emits more greenhouse gas than the Earth is in capacity to produce or to absorb in a year.

This symbolic date is accompanied by another striking figure: at this rate of consumption, it would take 1.7 planet to meet the needs of men. Now we have only one available for the moment.

Every year, the NGO Global Footprint Network calculates, in partnership with the World Wide Fund for Nature (WWF), the "Day of Overcoming" on the basis of three million statistical data from 200 countries. **This is the**

date from which the ecological footprint exceeds the biocapacity of the planet.

The ecological footprint characterizes the surface of the earth used by humans to fish, raise, cultivate, deforest, build and burn fossil fuels. Biocapacity, on the other hand, represents the surface of the planet needed to cope with these pressures.

Since the 1970s, the date of the day of overtaking has deteriorated. In 1998, it was held on September 30th. In 2018, the Day arrived two months earlier: August 1st. This date is marked this year by a further increase in carbon dioxide (CO2) emissions.

It would take 2.8 Earth if all humanity lived like the French. Since May 5, France is in ecological deficit.

In 7 months, we fished more fish, fell more trees and harvested more than nature can provide in a year. We emitted more carbon than oceans and forests can absorb.

If the whole world emitted so much

carbon by its activities, consumed as much land, used as much built land as the French, the Day of the planetary overrun - day from which humanity consumed the whole world annual budget available in natural resources - would fall in 2018 on May 5th.

If we focus strictly on French territory and compare France's ecological footprint with its own biocapacity - that is, the land and sea areas of the country allowing it to absorb its consumption at home - France and the French would currently ask 1.8 times more for nature than the ecosystems of the French territory are able to provide. Since May 5, 2018, we live on credit.

Together, let's roll back the deficit

The finding is clear: if the planet was a business, it would be bankrupt. Food, energy, mobility: in all these areas solutions to greatly reduce our footprint are known and available!

Food

67% of French people are willing to reduce their consumption of animal protein.

A very different ecological footprint depending on the country

The situation differs greatly between countries. "We have different responsibilities: small countries with few populations, such as Qatar and Luxembourg, have an extremely strong ecological footprint," says Pierre Cannet of WWF. If the whole of humanity lived like them, the "Day of the Overtaking" would intervene as from February 9th and 19th.

Conversely, in a country like Vietnam, the date chosen is December 21st. "We must go from alarm to action," said Pierre Cannet, who is concerned about the global uptake of carbon dioxide emissions in 2017 after three years of stabilization.

On the website of the "Day of Overcoming" are presented various solutions to reverse the trend: review the way cities are thought, develop and focus on green energy, fight against food waste and over-consumption of meat, limit demographic expansion.

Depleted earth annual resources

This Wednesday, August 2, we have already arrived at the "Day of the Overtaking of the Earth". In other words, for the remaining five months of the year, humanity will overexploit resources available in nature. We consume them faster than they have time to regenerate in a year. If we continue on this rhythm, it will not be 1.7 planet Earth that we will need but 2, by 2030.

"To think that unlimited growth is possible in a limited world, you have to be either crazy or economist," said economist Kenneth Boulding. At the beginning of XXIth century Earthlings live well above their means ... ecological. Indeed, from Wednesday, August 2, humanity will consume on credit the annual resources of the Earth. Only seven months were enough to exhaust all the goods supplied and the services rendered in one year by the different ecosystems. Now, and until the end of the year, we are entering a period of overexploitation. We go beyond the biocapacities of this world.

The sixth mass extinction of animals is underestimated

This is the "Earth Overshoot Day" (see www.overshootday.org), awarded each year by the Global Footprint Network by compiling data from the United Nations. The capacity of nature to reconstruct, in one year, the resources exploited by man (to feed, drink, heat, wash and also to travel, to amuse himself, etc.) as well as the absorption of greenhouse gases (GHGs) emitted by human activities (carbon dioxide, nitrous oxide, methane ...). We reject more of these GHGs than ecosystems can assimilate ... A surplus that results in global warming.

The first time it happened, it was in 1971. Since then, this day falls earlier and earlier in the calendar: between 1971 and 1976, it was in December, between 1976 and 1986 in November, and since 2005, it is in August (August 30 in 2005, August 8 in 2016) ...

How to satisfy the needs of all humanity?

According to estimates of our ecological footprint, we should therefore, at the current rate, 1.7 Earth to meet our needs for a year. And that, taking into account the consumption of the world population. But if all Earthmen had the same way of life as the inhabitants of Australia or the United States, it is not 1.7 Blue Planet that would be necessary but 5 (5.2 for Australia)! If everyone had the average standard of living of the French, then three Earth planets would be needed (same for the United Kingdom). On the other hand, if we all lived like Indians, it would take 0.6 Earth.

How much fresh water is there in the world?

With regard to the resources of each country, it would be necessary, for example, 1.7 France to satisfy the needs of the French. The champion in this category is South Korea: to meet the needs of its people, the resources of 8.8 times the country would be needed. Japan comes next with 7.1 Japanese archipelagos to feed and satisfy the needs of all Japanese. For the Indians, 2.4 times India.

The authors of the report point out those emissions of CO₂ accounts for 60% of this footprint. Also, "if we cut carbon emissions by half, Earth Day will be postponed by 89 days, almost three months." It would not be necessary then 1.7 but 1.2 Earth to satisfy the needs of all humanity. Nevertheless, if nothing changes and the world population continues to grow. In 2030, it will take the resources of two beautiful planets like ours to face it. If, on the other hand, our efforts were to reduce this date of 5 days each year, we could return to the needs of one - the only planet before 2050, explains the research institute.

"Our planet is limited but the human possibilities are not. Living according to the means that our planet gives us is technologically possible, financially beneficial and our only chance for a prosperous future," said the president of Global Footprint Network. Let's hope that next year, the Day of the overtaking will not fall in July.



Le football, un lieu des extrêmes : entre hooligans et mixité culturelle : les bleus champions du monde 2018, sont couleur arc-en-ciel !

Janvier NGWANZA OWONO

Les matchs de la Coupe du monde de football en Russie, qui vient de s'achever par la victoire de l'équipe de France, auront été vus par plus de quinze milliards de téléspectateurs (en audience cumulée). Nul autre événement, de quelque nature qu'il soit, ne mobilise autant des foules que le football. Un tel spectacle, sur-médiatisé, intéresse aussi les dirigeants politiques qui ont transformé ce sport de masse en un support de communication politique. En effet, le gigantisme spectaculaire des événements footballistiques servirait les dirigeants politiques. C'est sans doute pourquoi les politiques osent de moins en moins freiner cette passion débordante : ils ne tiennent pas à affronter un électorat organisé et virulent. La hantise de s'en prendre aux supporters ! N'oublions pas qu'un différend ethno-footballistique fut le détonateur des conflits yougoslaves.

Mais pour les « tifosi », le football est plus qu'un sport. Le football, qualifié d'« opium du peuple » au temps des dictatures, tant à devenir une drogue pour les démocraties. Pour autant, peut-on dire que le football occupe le lieu symbolique laissé vacant par les grandes religions ? Le football serait-il devenu la religion de masse ? Le stade-cathédrale est-il le lieu d'expression de cette nouvelle religion laïque ?

Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui que cette hyper médiatisation du football favorise sa politisation. C'est

sous ce prisme qu'il faut harponner les immenses polémiques sur la diversité identitaire de l'équipe de France, communément appelée les Bleus, qui ont resurgi après leur victoire au mondial. La victoire des Bleus est-elle une victoire pour la France ou pour l'Afrique, comme certains l'ont suggéré ?

Les « tifosi » dans le monde entier ont célébré la composition ethnique diversifiée des bleus comme un triomphe de la mondialisation et de l'ouverture. Cela rappelle qu'en 1998, le bleu-blanc-rouge du drapeau français a fait place à une nouvelle source de fierté nationale, le « black-blanc-beur » d'une équipe des bleus qui représentait la réalité multiculturelle du pays. Deux décennies plus tard, la victoire des bleus a de nouveau suscité l'espoir.

Cependant, l'annonce faite par des hommes politiques du caractère soi-disant panafricain des Bleus comme caractéristique principale, a suscité une immense controverse. C'est le cas notamment de l'animateur l'une des émissions phares de la télévision américaine, Trevor Noah, qui s'est attiré les foudres de l'ambassadeur de France à Washington pour avoir affirmé que l'Afrique avait remporté la Coupe du monde après la victoire de la France. « *Les origines riches et variées de ces joueurs sont le reflet de la diversité de la France* », a écrit M. Gérard Araud dans cette missive également publiée par l'ambassade sur Twitter : « *Contrairement aux Etats-Unis, la France ne*

se réfère pas à ses citoyens en fonction de leur race, de leur religion ou de leur origine ». Réponse de Trevor Noah à l'ambassadeur de France : « *Je n'essaie pas d'être un connard mais je pense que c'est plutôt le reflet du colonialisme français* ». Et d'ajouter, « *Quand je dis qu'ils sont Africains, je ne le dis pas pour les exclure de leur identité française* », a-t-il lancé pendant son émission. Tout en reconnaissant que l'extrême droite en France et aux Etats-Unis utilisait l'argument des origines pour attaquer les immigrants, Trevor Noah a dit trouver « *étrange* » de laisser entendre que les joueurs ne pouvaient être à la fois français et africains. Au-delà de cette polémique identitaire, la diversité raciale et ethnique des bleus offre une autre leçon plus optimiste, sur l'immigration, la mondialisation et la citoyenneté. La victoire des Bleus nous démontre qu'à l'ère de la mondialisation, la diversité raciale et ethnique représente une force durable à tous les niveaux de la société, créant des ponts culturels et politiques entre les pays, les États et les quartiers. Pour des millions de fans de football à travers le monde, l'Afrique vient en effet de remporter la Coupe du Monde ! C'est plus que de simples vœux. La composition de l'équipe française représente une réponse puissante contre la construction de murs et de centres de détention pour détenir et déshumaniser les populations immigrées.

Changement climatique

MILUTIN MILANKOVITCH AVAIT TOUT PRÉVU

La théorie de ce chercheur serbe sur les changements climatiques s'est confirmée plus de 50 ans après.

Eric Vincent FOMO

Depuis plusieurs années déjà, le monde connaît des perturbations liées aux changements climatiques. Ce phénomène s'accompagne des effets néfastes tels que la fréquence, l'intensité et la durée des phénomènes extrêmes tels que la canicule, les inondations, la sécheresse, les cyclones... Un rapport de synthèse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (qui a rassemblé plus de 830 scientifiques issus de plus de 80 pays) de novembre 2014 est plus sévère et énonce que l'influence de l'homme sur le système climatique est claire et en augmentation, avec des incidences observées sur tous les continents. Selon le rapport, si on ne maîtrise pas ces incidences, les changements climatiques vont accroître le risque de conséquences graves, généralisées et irréversibles pour l'être humain et les écosystèmes. Le chercheur serbe, Milutin Milankovitch, lui, avait pourtant tout prévu depuis 1941, avec sa théorie sur l'alternance des cycles glaciaires et interglaciaires durant le Quaternaire. Sa théorie est en fait basée sur des modifications périodiques de l'excentricité de l'orbite de la terre et de l'obliquité de son axe de rotation. Ces modifications sont causées par l'attraction gravitationnelle des autres planètes du système solaire, en particulier Jupiter et Saturne, du fait de leurs masses importantes, mais aussi Vénus de par sa proximité. Comme excentricité et obliquité gouvernent l'insolation et les saisons sur terre, ces modifications changent le climat et, au cours des derniers millions d'années, sont clairement associées aux glaciations. L'un des cycles de Milankovitch n'avait pourtant pas encore reçu de confirmation solide



en provenance de l'étude de la mémoire géologique de la Terre. Particulièrement long, il était censé être d'environ 405.000 ans. Une équipe de chercheurs en géosciences états-uniens pense être parvenue à le mettre en évidence.

L'action néfaste de l'homme

Pour faire cette découverte, les scientifiques se sont basés sur des études de carottes livrées par des forages dans les couches sédimentaires datant du Trias tardif, quand les dinosaures et les premiers mammifères ont commencé leur évolution, et que l'on peut trouver dans le célèbre Parc national de la forêt pétrifiée de l'Arizona. Y gisent des troncs d'arbres fossilisés et changés en pierre qui s'élevaient, il y a environ 215 millions d'années, dans un vaste paysage fluvial habité par des poissons, des tortues, des crocodiliens géants et de minuscules espèces de dinosaures. Aujourd'hui, il se présente sous forme de badlands (mauvaises terres), des terrains marneux ou ar-

gileux, parfois de couleurs vives, et ravinés par les eaux du ruissellement en faible pente.

Or, ces couches sédimentaires accumulées pendant des millions d'années gardent la mémoire des mouvements tectoniques, des cycles climatiques naturels, de la croissance et la disparition des lacs, des accumulations de deltas des rivières alors que la Terre était plus chaude. Plus chaude, en partie à cause d'un taux en gaz carbonique plus élevé accompagnant des changements climatiques rapides et des extinctions rapides. Selon le paléontologue Paul Olsen, professeur et chercheur à l'Observatoire de la Terre Lamont-Doherty de l'université Columbia, « *Comprendre les environnements anciens nous donne des indices solides pour les futurs. En fait, c'est le seul moyen de tester nos modèles climatiques* ». Cette découverte devrait permettre de mieux prédire les effets du changement climatique provoqué par l'Homme.

Cyril Ramaphosa

Président de la République d'Afrique du Sud



Homme politique, syndicaliste activiste et homme d'affaires, cet eudoniste a été au premier plan des négociations ayant abouti à la fin du régime d'apartheid. Adoubé comme dauphin de Nelson Mandela, décédé en décembre 2013, il a été élu à la tête de la Nation arc-en-ciel en février 2018. Portrait d'une personnalité atypique, aux multiples facettes.

Jean-Célestin EDJANGUÈ

un certain Nelson Mandela, qu'il sortira de prison après avoir passé onze mois derrière les barreaux. Cet épisode n'entamera en rien sa détermination à en finir avec le régime ségrégationniste. Bien au contraire! Il semble même avoir profité de ce passage difficile de sa vie pour affiner sa stratégie de lutte et collabore au «compromis historique» qui débouchera sur l'organisation des premières élections multiraciales de 1994, en Afrique du Sud. Cyril Ramaphosa est élu président de l'Assemblée constituante le 24 mai 1994.

L'homme fascine, attire la sympathie, provoque de l'admiration, y compris au sein de l'ANC. Puisque Nelson Mandela le désigne comme son dauphin. Mais Cyril Ramaphosa estime ne pas être prêt et préfère s'effacer face à Thabo Mbeki. Il s'appuiera sur cet échec pour prendre du recul par rapport à la vie politique et se consacrer aux affaires qui s'annoncent florissantes avec la perspective de l'avènement d'une Nation arc-en-ciel où tout devient possible. Lui, le patron du plus grand syndicat des mineurs d'Afrique du Sud, veut entamer une autre vie dans le monde de l'entrepreneuriat privé et des affaires.

C'est ainsi que Cyril Ramaphosa est nommé dans les conseils d'administration des groupes à la renommée internationale appartenant à la minorité blanche. Tout un symbole... Pour celui qui était certainement l'un des activistes les plus virulents contre le régime de l'apartheid. L'homme aura incontestablement changé dès lors qu'il a atteint ce qui semblait être, à l'époque, le combat de sa vie.

Quel parcours! Que celui du nouveau chef d'Etat du pays des Bafana Bafana. Un homme qui a construit son cheminement patiemment, intelligemment, malicieusement. On le dit souvent, «la chance sourit aux audacieux» et à ceux qui ne renoncent jamais, serait-on tenté d'ajouter. Et de fait, il en aura fallu, de la persévérance, à Cyril Ramaphosa pour être élu à la magistrature suprême d'une terre reconnue comme la locomotive de tout un continent. Locomotive économique, locomotive en matière de lutte contre les injustices de toutes sortes, en dépit de la persistance flagrante des inégalités sociales, locomotive en termes de stratégie politique pour la conquête d pouvoir. Peu de gens pouvaient parier, un an auparavant, sur l'élection de Cyril Ramaphosa à la tête de l'Afrique du Sud, même si l'intéressé n'avait que rarement caché son ambition profonde. D'ailleurs, il n'aura fallu qu'une demi-journée, après la démission de Jacob Zuma, numéro un du Congrès national africain (ANC) au pouvoir, pour que le numéro deux du parti, Cyril Ramaphosa soit élu nouveau président de la République d'Afrique du Sud, le 15 février 2018, par les députés. Certes, il

n'y avait aucun autre candidat en face. Mais tout de même! Le président de la Cour Constitutionnelle, Mogoeng Mogoeng, n'a donc eu aucun mal à le déclarer élu sous les applaudissements des députés. Le nouveau chef d'Etat prononça alors ses premiers mots: «Les problèmes de corruption, les problèmes liés à la nécessité de redresser les entreprises publiques (...) font partie de nos priorités. Ce sont des problèmes auxquels nous allons nous atteler. Je travaillerai très dur pour essayer de ne pas décevoir le peuple sud-africain», déclara-t-il.

«L'enfant de Soweto devenu homme d'affaires»

Cyril Matelama Ramaphosa est né le 17 novembre 1952 à Johannesburg dans le Western Native Township, le quartier de Tshiwelo (Soweto), d'un père policier et d'une mère au foyer. Son quartier a été au cœur de la lutte contre l'apartheid et le jeune Ramaphosa sera un militant actif du combat contre le régime raciste. Ce qui lui vaut d'être interpellé, arrêté et emprisonné à plusieurs reprises pour «terrorisme», dès son entrée à l'université où il étudie le droit. Il a alors 20 ans. C'est grâce à l'intervention de son mentor,

L'homme d'affaires monte une holding, Shanduka, ancien propriétaire des licences sud-africaines de Mc Donald's ou encore de Coca-Cola. Ses affaires prospèrent tellement qu'en 2015, le très sérieux magazine Forbes estime la fortune personnelle de Cyril Ramaphosa à quelques 450 millions de dollars (environ 410 millions d'euros soit 270 milliards de francs CFA).

«Les défis à relever»

L'expérience dans le secteur privé a permis Cyril Ramaphosa à se familiariser davantage avec le monde des affaires et des investisseurs privés. C'est aussi à cette occasion qu'il va approfondir ses capacités à analyser les indicateurs économiques. Or il se trouve que les indicateurs économiques de l'Afrique du Sud, tout au long des neuf années de pouvoir de son prédécesseur, Jacob Zuma, n'ont pas vraiment été reluisants. Car même si l'Afrique du Sud reste le pays le plus industrialisé du continent et que la croissance économique du pays a gagné 0,8% en 2017 comparativement à 2016 pour s'établir à 2% contre 2,2% sur la moyenne continentale, le chômage continue de gangrener la société. Le fléau touche 30% de la population active. Une réalité qui fragilise le nouvel homme fort de Pretoria qui doit faire face à des foyers de tension en léthargie, mais qui peuvent tel un volcan se réveiller à tout moment et embraser le pays. Comme au mois d'avril 2018, quelques mois seulement après l'introduction de Cyril Ramaphosa à la tête de l'Etat. Il est obligé de quitter précipitamment un Sommet du Common-

wealth à Londres pour rejoindre l'Afrique du Sud où, dans la province du Nord-Ouest, des manifestations extrêmement violentes se déroulaient. Les manifestants protestaient contre la corruption et le manque de services publics. La police doit tirer avec des balles en caoutchouc pour ramener le calme dans la ville de Mahikeng, épicentre de la révolte. Plus d'une vingtaine de personnes auraient été interpellées, selon la police locale. Cyril Ramaphosa est descendu sur le terrain pour obtenir l'arrêt des manifestations et des violences après six heures de discussions orchestrées par les représentants locaux du parti au pouvoir, l'ANC. «Nous lançons un appel à un retour au calme pendant que nous nous employons à résoudre cette question», avait déclaré Cyril Ramaphosa à la télévision. Une colère qui montre à suffire le mécontentement des populations de l'héritage laissé par le prédécesseur de Cyril Ramaphosa et permet de mesurer l'ampleur du travail à accomplir.

Et les manœuvres politiques de Jacob Zuma, prêt à tout faire pour se maintenir au pouvoir en dépit des soupçons de corruption et de détournement de biens publics qui pesaient sur lui, avaient ruiné le facteur confiance si nécessaire aux acteurs économiques pour investir dans le développement du pays. Sa gestion de l'Etat a plongé une partie importante de la population dans le désarroi et parfois dans le dénuement total.

Un autre chantier, beaucoup plus urgent et typiquement politique, attend Cyril Ramaphosa: remettre rapide-

ment en ordre de bataille l'ANC, dans l'optique des élections législatives d'avril 2019. Car l'ANC est visiblement très affaibli à la fois sur le plan politique, le parti n'ayant plus trouvé depuis l'emblématique Nelson Mandela, un leader charismatique et capable de maintenir l'unité de ce parti historique. Pourtant, l'avènement au pouvoir de Cyril Ramaphosa est porteur d'espoirs: «L'opposition misait sur l'arrivée de Madame Ndlamini-Zuma à la présidence de l'ANC lors de son congrès de décembre 2017, entraînant dans son sillage la scission du parti de Mandela. Une telle éventualité, si elle devait se produire, aurait été désastreuse pour l'ANC et aurait sans doute permis à l'opposition libérale de remporter les prochaines législatives en s'alliant avec les factions dissidentes du parti historique de Mandela. L'élection de Ramaphosa, suivie du renvoi de Jacob Zuma de la présidence a, depuis, changé la donne», explique Anthony Butler, le biographe de Cyril Ramaphosa. Il conclut: «Avec ce nouveau président qui occupe tout l'espace politique-du centre-gauche au centre-droit, c'est l'opposition libérale incarnée par l'Alliance démocratique (AD) de Mmusi Maimane, tout comme la gauche représentée par les Combattants pour la liberté économique (EFF) de Julius Malema, qui doivent désormais se positionner par rapport à l'ANC».

Sur le plan diplomatique, le nouveau président de la République d'Afrique du Sud a, aussitôt élu, entamé des rencontres avec ses homologues continentaux. Comme le 10 août quand il a rendu visite au président Joseph Kabila de la RD Congo. Les deux chefs d'Etat ont notamment fait le point sur la situation politique, électorale et sécuritaire du côté de Kinshasa, et ont évoqué la possibilité de renforcer les relations entre les pays ainsi que des questions régionales.

Saura-t-il être aussi pugnace qu'il a été comme syndicaliste ou lors des négociations sur la fin du régime de l'apartheid? Difficile de le dire pour l'instant. Cyril Ramaphosa sait, en bon homme d'affaires qu'il est devenu, qu'en politique aussi, il faut savoir être pragmatique même en vendant des rêves. Les élections générales de 2019, qui marquent la fin du second mandat de Jacob Zuma, devraient à coup sûr donner quelques indications sur l'année passée au pouvoir par Cyril Ramaphosa.



« L'utopie ou la mort » CHRONIQUES D'UNE PLANÈTE EN MOUVEMENT

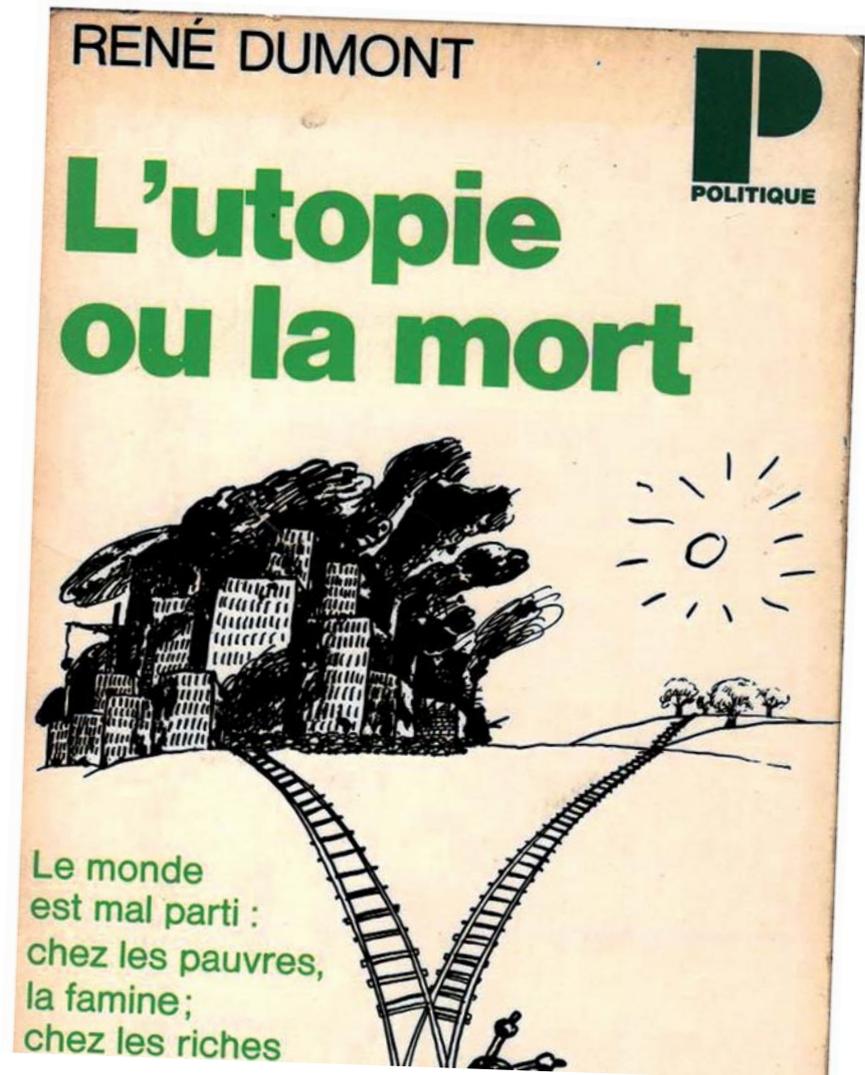
L'ouvrage écrit par le français René Dumont en 1974 annonçait déjà les changements climatiques et voyait en le développement durable la voie royale pour un monde plus écolo.

Eric Vincent FOMO

L'ouvrage de référence des écologistes français. C'est en ces termes que les critiques littéraires qualifient « L'utopie ou la mort », de René Dumont. 45 ans après sa parution aux éditions Le Seuil en France (en 1974), le livre de l'écologiste reste atemporel. Dans l'opuscule, le professeur d'agronomie dévoile au grand public les pronostics les plus sombres concernant la surexploitation de la planète. Même s'il ne sera pas très bien compris au sein de la classe politique française. Son message est jugé catastrophiste et passéiste par la droite, un Parti socialiste et un Parti communiste français rivos au schéma productiviste. Ce n'est que dans une partie de l'extrême gauche, du PSU et chez des Verts encore jeunes que « L'utopie ou la mort » trouve un écho favorable. L'ouvrage que d'aucuns qualifient aujourd'hui de « prophétique », développe, dans un style incisif, la majorité des thèmes liant écologie et anticapitalisme.

Guillaume Davranche, militant d'Alternative libertaire, y relève notamment la fin du pillage des ressources du Sud par le Nord, la sobriété énergétique, la gestion rationnelle des ressources de la planète, la refonte de la politique urbaine, l'abolition de la publicité des emballages et de l'encouragement au gaspillage, l'abrogation de la gabegie militaro-industrielle, etc. René Dumont avait presque tout prévu de ce qu'il adviendrait de la planète terre, écologiquement parlant.

René Dumont dénonce l'égoïsme du capitalisme qu'il indexe comme le principal responsable des problèmes envi-

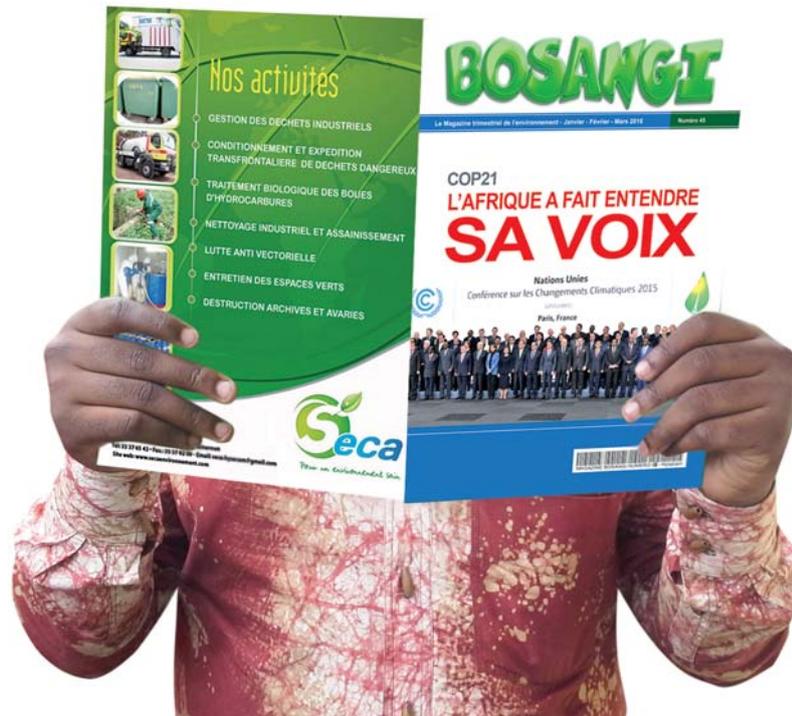


ronnementaux. « Les pollutions ne sont pas le fait des pauvres, mais viennent essentiellement des pays riches », explique-t-il. Le résumé du livre met d'ailleurs en relief son avertissement en ces termes : « Si les pays démunis risquent d'être de plus en plus affamés et dominés, nous risquons, nous, les riches gaspilleurs et pollueurs, de nous retrouver de plus en plus asphyxiés, dans nos autos privées, symboles de notre égoïsme ».

Face à la récurrence des dérèglements climatiques et à l'annonce par le club de Rome d'un effondrement total de notre civilisation (si les croissances exponentielles de la population industrielle et la misère à perpétuité du Tiers-monde se prolongent), l'opuscule

s'inscrit dans une logique plus altermondialiste. L'auteur de « L'Afrique noire est mal partie » (1962) y dénonce toutes les formes de pollution, s'en prend aux armements, à l'auto privée et à l'urbanisation dévergoncée.

Visionnaire, il décrit le développement durable avant la lettre. « Oui, l'expérience chinoise nous paraît bien celle de la société actuellement la plus apte à la survie prolongée ; les cohortes de bicyclettes des larges avenues de Pékin ne fument pas ; l'intérêt général est au centre des préoccupations de la très grande majorité ; les déchets sont récupérés, les gaspillages insignifiants, la pollution réduite au minimum, la conscience socialiste y atteint un niveau très élevé... », faisait-il savoir.



FÉLICITATIONS À TOUTE L'ÉQUIPE DE RÉDACTION BOSANGI POUR LA PARUTION RÉGULIÈRE DU MAGAZINE

La lecture de ce trimestriel est devenue une tradition pour nous étudiants en Ecologie, Biodiversité et Environnement de l'université de Douala. De manière générale, le contenu du Magazine qui traite des questions environnementales est assez riche et varié et fait preuve de rigueur et de créativité dans le choix des différents thèmes. Ce qui permet aux étudiants d'approfondir les recherches lors des travaux dirigés et de se cultiver d'avantages par rapport à l'actualité de ce qui est dans les autres pays du monde par rapport à l'environnement. La vulgarisation de ce support devrait être faite auprès des ONG, des associations, des ministères, et des étudiants qui sont au cœur même de cette

problématique qu'est l'environnement. Nous avons été très édifiés sur la dernière parution à savoir le N° 55 dont le titre parlait des « Energies renouvelables : L'Afrique tourne autour du solaire » En effet, les énergies renouvelables sont transmises par le soleil sous l'aspect de chaleur et de lumière. C'est donc une thématique actuelle pas très connue en Afrique et qui se présente comme une ressource inépuisable et presque inexploitée en Afrique. Il faut dire ici que, l'énergie solaire implique toutes les couches sociales et les gouvernements Africains devraient mettre en place une politique sociale afin d'accroître l'exploitation de cette ressource, mais aussi pour attirer les

investisseurs et créer des emplois jeunes.

Par ailleurs, nous pensons aussi que, ce magazine spécialisé devrait aussi faire l'apologie des avancées faites dans le domaine environnemental de notre pays car le Cameroun regorge de nombreux produits qui ne sont pas connus et des fois mal ou sous exploitées. Enfin, une place de choix devrait aussi être accordée aux étudiants de cette branche d'étude pour mettre en exergue leur connaissance pratique ce qui permettrait aussi de passer des connaissances théoriques aux connaissances pratiques..

Annick TANKWA
(étudiante à l'université de Douala)

Nos activités

● GESTION DES DECHETS INDUSTRIELS

● CONDITIONNEMENT ET EXPEDITION
TRANSFRONTALIERE DE DECHETS DANGEREUX

● TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES BOUES
D'HYDROCARBURES

● NETTOYAGE INDUSTRIEL ET ASSAINISSEMENT

● LUTTE ANTI VECTORIELLE

● ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

● DESTRUCTION ARCHIVES ET AVARIES



SECA, Z.I. BASSA, BP : 2172 Douala-Cameroun

Tél : 33 37 65 42 * Fax : 33 37 82 00 - Email : seca.hysacam@gmail.com

Site web : www.secaenvironnement.com



Pour un environnement sain



Hysacam au confluent du développement durable